



Save the Children

**TRANSFERTS
MONÉTAIRES**

et

PROTECTION

DE L'ENFANCE

Résumé des pratiques et des données probantes des programmes de Save the Children

Auteurs: Olivia Collins et Antoine Sciot
Evaluatrice: Julia Grasset et Lauren Murray

Le développement de cette ressource a été financé par le Gouvernement Suédois. La responsabilité du contenu incombe entièrement à ses créateurs. SIDA ne partage pas nécessairement les opinions et interprétations exprimées dans ce rapport.



TABLE DES MATIÈRES

• Résumé exécutif	3
• Preuves émergentes	6
• Introduction	7

1. Méthodologie

• Etudes de cas	8
• Collecte et analyse de données	9
• Limitations méthodologiques	9

2. Etudes de cas - PTM et Protection de l'enfance

• Albanie	11
• Cambodge	12
• Colombie	15
• Egypte	19
• Guatemala	21
• Liban	24
• Mali	29
• Pakistan	32
• Pérou	34
• Somalie	38

3. Pour aller plus loin

• Conclusions	41
• Recommendations	44
• Bibliographie	45

LISTE DES ACRONYMES

CaLP	The Cash Learning Partnership
CFS	Espaces amis des enfants (abréviation anglaise de « Child Friendly Spaces »)
CO	Bureau national (abréviation anglaise de « Country Office »)
CP	Protection de l'enfance (abréviation anglaise de « Child Protection »)
CVA	Transferts monétaires (ou PTM pour « Programme de transferts monétaires »)
CWG	Groupe de travail sur l'assistance monétaire (abréviation anglaise de « Cash Working Group »)
FCS	Score de consommation alimentaire (abréviation anglaise de « Food Consumption Score »)
FGD	Discussions de groupe (abréviation anglaise de « Focus Groups Discussions »)
FSL	Sécurité alimentaire et moyens de subsistance (abréviation anglaise de « Food Security and Moyens de subsistance »)
GBV	Violence basée sur le genre (abréviation anglaise de « Gender-Based Violence »)
HH	Ménage
HHS	Indice domestique de la faim (abréviation anglaise de « Household Hunger Score »)
IYCF	Alimentation du nourrisson et du jeune enfant (abréviation anglaise de « Infant and Young Child Feeding »)
KII	Entretien avec un informateur clé (abréviation anglaise de « Key Informant Interview »)
PDM	Suivi post-distribution
PTM	Transferts monétaires (ou PTM pour « Programme de transferts monétaires »)
MEB	Panier de dépenses minimum (abréviation anglaise de « Minimum Expenditure Basket »)
MHPSS	Santé mentale et soutien psychosocial (abréviation anglaise de « Mental health and psychosocial support »)
MEAL	Suivi et évaluation (abréviation anglaise de « Monitoring and Evaluation »)
MPG	Transferts monétaires à usages multiples (abréviation anglaise de « Multipurpose Cash Grants »)
SC	Save the Children
SMEB	Panier de dépenses minimum de survie (abréviation anglaise de « Survival Minimum Expenditure Basket »)
UASC	Enfants non accompagnés et séparés (abréviation anglaise de « Unaccompanied and separated children »)

RÉSUMÉ EXÉCUTIF

L'alliance internationale Save the Children a réalisé une étude mondiale portant sur dix bureaux nationaux et leurs programmes afin d'évaluer l'impact de différentes formes de PTM sur les résultats en matière de protection de l'enfance (CP), dans le but d'identifier les lacunes sur le plan des données probantes et de documenter les meilleures pratiques programmatiques.

Cette analyse a été menée sur trois différents types de programmes:



Des programmes de transferts monétaires (PTM) **sans** activités de protection de l'enfance complémentaires



Des programmes de transferts monétaires (PTM) **avec** activités de protection de l'enfance complémentaires (appelées «Cash +»), où des activités de protection de l'enfance, telles qu'un soutien psychosocial ou la gestion des cas, ont été proposées à certains bénéficiaires des PTM, mais où les résultats en matière de protection de l'enfance n'étaient pas l'objectif principal de l'intervention TM.



Des programmes de transferts monétaires (PTM) **intégrés** à la protection de l'enfance (appelés «PTM pour Protection»), où les PTM étaient intégrés aux activités de protection de l'enfance, avec un objectif de protection de l'enfance principal

Il a été observé que les Programmes de Transferts Monétaires avaient un effet positif sur tous les résultats mesurés en matière de protection de l'enfance, tels que le travail des enfants, l'abandons scolaires, les relations familiales et le bien-être psychosocial, y compris dans le délai relativement court de la réponse humanitaire ainsi que dans des programmes qui n'étaient pas spécifiquement conçus pour atteindre des résultats en matière de protection de l'enfance.

La section ci-dessous présente un résumé des principales conclusions et des lacunes en matière de données probantes identifiées dans le cadre de cet examen.

PRINCIPAUX RÉSULTATS SUR LA CONCEPTION DES PTM ET DE PROTECTION DE L'ENFANCE



→ La mise en place exclusive des **PTM peut avoir des effets positifs multiplicateurs et involontaires sur la protection de l'enfance**. Au Guatemala, où les PTM ont été fournis exclusivement pour répondre à des besoins fondamentaux, et où aucune activité de protection de l'enfance complémentaire n'a été mise en œuvre, le travail des enfants a diminué, passant de 6 % à 1 %, et les relations familiales se sont améliorées pour la grande majorité des bénéficiaires.

→ Lorsque les PTM sont fournis seuls, **plus le projet se prolonge, plus l'impact positif sur le travail des enfants et, dans une certaine mesure, sur la réduction des mariages d'enfants, est élevé**. Par exemple, au Liban, les projets qui proposaient principalement des transferts monétaires en urgence à court terme ont connu une réduction plus faible du travail des enfants et des mariages d'enfants que les projets fournissant des PTM à plus long terme.

→ **Lorsqu'ils sont intégrés à la gestion des cas, les PTM peuvent se révéler être un puissant outil pour réduire certains risques en matière de protection de l'enfance** : au Liban, ils ont permis de réduire de 81 % les cas de travail des enfants. Au Cambodge, ils ont réduit de plus de moitié les risques de séparation familiale.

→ **Les transferts monétaires forfaitaires ponctuels n'ont pas eu un impact plus important sur les résultats en matière de protection de l'enfance**: au Pérou, la même valeur a été transférée en espèces à un groupe de bénéficiaires sur une période de trois mois, et simultanément à un second groupe. L'impact sur le travail des enfants a été similaire dans les deux groupes, mais l'abandons scolaires est resté plus élevé parmi les bénéficiaires n'ayant reçu que la somme forfaitaire.

→ Si la **sûreté et la sécurité** des bénéficiaires et des enfants se sont **apparemment améliorées grâce aux PTM**, les enseignements tirés de certains pays (comme l'Égypte et le Pakistan) indiquent qu'il est essentiel d'évaluer correctement les risques potentiels associés aux PTM avant l'intervention, afin de mettre en place des mécanismes d'atténuation pertinents.

→ L'analyse des dépenses réalisée au Liban montre que, y compris dans les programmes de transferts monétaires (PTM) visant à répondre aux besoins fondamentaux du ménage, certains bénéficiaires (près de 40 %) choisissent tout de même de **consacrer tout ou partie de leur transfert à leurs enfants** (par exemple, les dépenses liées à la scolarité). Ceci est particulièrement pertinent pour la **conception du panier des dépenses minimums (MEB)**, où les besoins des membres du foyer sont souvent considérés de manière égale (par opposition à une conception adaptée aux besoins des enfants qui inclut également les dépenses qui leurs sont spécifiques pour calculer le MEB).

SYNTHÈSE DES DONNÉES PROBANTES RECUEILLIES POUR CHACUN DES RÉSULTATS EN MATIÈRE DE PROTECTION DE L'ENFANCE



Travail des enfants

Les PTM ont eu un **effet mesurable sur la réduction du travail des enfants dans tous les programmes** où elle a été suivie, et ont eu un effet neutre dans un pays (Cambodge), où les PTM ont plutôt agi comme une mesure préventive (empêchant l'augmentation/l'aggravation du travail des enfants). Cette modalité de réponse a été particulièrement efficace lorsqu'elle a été associée à une gestion des cas au Liban (81 % de réduction), où l'approche de ciblage et le soutien psychosocial fourni étaient également axés sur la réduction du travail des enfants.

Relations familiales

Selon les informations, **les relations familiales se sont améliorées grâce aux PTM dans tous les projets où elles ont été mesurées**. Par exemple, 99 % des répondants au Mali ont déclaré que les relations au sein de leur famille s'étaient améliorées après qu'ils ont reçu des transferts monétaires, tout comme 96 % des répondants au Pérou et 83 % au Guatemala.

Abandons scolaires

L'octroi de PTM a **réduit les abandons scolaires** dans tous les programmes où cela a été mesuré. Ces résultats doivent être considérés à la lumière des restrictions sévères liées à la pandémie de COVID-19 qui ont été imposées dans certains pays, notamment des fermetures d'écoles.

Bien-être psychosocial

Dans tous les programmes où cela a été mesuré, les familles ont déclaré se sentir plus heureuses, moins stressées et moins inquiètes du fait des PTM. Ceci est important, tant pour les mineurs non accompagnés qui reçoivent directement les PTM que pour les enfants dont les tuteurs reçoivent les PTM. Par exemple, en Albanie, après avoir reçu un transfert monétaire, 79 % des jeunes afghans ont déclaré se sentir plus heureux et 57 % moins inquiets. En Colombie, une nette diminution a été constatée (jusqu'à 18 points) concernant le pourcentage de répondants signalant des **séquelles physiques ou des comportementaux négatifs inhabituels** chez leurs enfants, comme de la tristesse, de l'agressivité, de la peur, des cicatrices, des ecchymoses, etc.

Séparations familiales

Cet aspect n'a été mesuré que dans un seul programme (Cambodge), mais **l'impact des PTM sur la réduction de la probabilité de séparation familiale était positif**. Les PTM ont permis de **diviser par plus de deux** le nombre d'enfants séparés de leurs proches au Cambodge en raison d'un « manque d'argent ». En Colombie, les ménages ont également cité la séparation familiale comme risque potentiel que les PTM avaient permis de réduire.

Mariages d'enfants

Dans les programmes examinés, **très peu de preuves ont été rapportées quant à l'effet des PTM sur ce point**. Ce manque de preuves est dû à plusieurs facteurs : les programmes évalués n'ont pas été conçus pour traiter de ce risque, associé à la protection de l'enfance, et leur effet a rarement été mesuré sur cet aspect. Un seul programme (Liban) a mesuré quantitativement l'impact des PTM sur les mariages d'enfants, et bien que le résultat se soit avéré positif, le changement mesuré était très faible - une réduction de 0,3 % des mariages d'enfants a été statistiquement attribuée à l'effet des PTM dans ce cas. Au Mali, le mariage d'enfants a également été cité comme un risque associé à la protection de l'enfance ayant diminué sous l'effet de l'intervention en TM.



PRINCIPALES CONCLUSIONS PAR PAYS

Albanie

La mise en place des PTM a permis d'accroître le bien-être émotionnel, notamment par la réduction du stress et l'augmentation du sentiment de sécurité et de bonheur.

Cambodge

La mise en place des PTM a contribué à la **réduction de plus de la moitié des cas de séparations familiales**. Si la mise en place des PTM n'a pas directement permis de réduire la proportion du travail des enfants, divers facteurs suggèrent qu'elle a agi comme une mesure préventive. Contrairement aux tendances nationales, les cas de travail des enfants n'ont pas augmenté pendant la mise en œuvre du projet, et l'âge des enfants travailleurs a augmenté. Tous les participants ont déclaré à la fin du projet que les PTM **les avaient aidés à répondre aux problèmes associés à la protection de l'enfance**.

Colombie

Les PTM ont contribué à la **réduction du travail des enfants et de l'abandon scolaire** ; ils ont amélioré la **sécurité des enfants** (75 %) ; ils ont **empêché la séparation familiale** (cet aspect représente 7 % des réponses sur les améliorations apportées par les PTM) ; et ils ont réduit de plus de la moitié le pourcentage de répondants signalant des **séquelles physiques ou des comportementaux négatifs inhabituels** chez leurs enfants, tels

que de la tristesse, de l'agressivité, de la peur, des cicatrices, des ecchymoses, etc.

Egypte

Il est possible de fournir les PTM aux enfants non accompagnés et séparés de leur famille (UASC), mais il est important d'évaluer correctement tous les risques avant la mise en œuvre, afin de concevoir un système de distribution qui soit sûr et approprié. Contrairement aux craintes courantes concernant l'utilisation inappropriée des PTM par les adolescents, les UASC de ce projet ont montré qu'ils étaient **capables de gérer leur transfert monétaire de manière adéquate**.

Guatemala

Même dans les programmes qui concernent exclusivement les PTM (et qui n'incluent pas d'activités de protection de l'enfance), **un effet positif peut être mesuré sur la réduction du travail des enfants et des abandons scolaires**. Cela s'applique également à d'autres indicateurs, tels que l'amélioration des relations au sein du ménage (HH).

Liban

Plus le projet de PTM est long, plus l'impact sur la réduction du travail des enfants et des mariages d'enfants est élevé. L'intégration des PTM aux activités de protection de l'enfance et de gouvernance des droits de l'enfant contribue également de manière positive à la réduction du travail des enfants (mais pas nécessairement des mariages d'enfants). Des projets multisectoriels incluant les PTM, mais non intégrés aux TM, ne contribuent pas de manière significative à la réduction du travail des enfants ou des mariages d'enfants.

La combinaison des PTM et de la gestion des cas permet la réduction du travail des enfants (réduction de 81 %) et constitue par conséquent une modalité de réponse appropriée et efficace pour traiter ce risque en matière de protection de l'enfance.

Mali

La violence **basée sur le genre (GBV), le travail des enfants, la violence physique et les mariages d'enfants** sont les **risques** de protection les plus fréquemment réduits du fait des PTM, tels que signalés au sein de la communauté. La grande majorité des ménages (82 %) ont également déclaré que les PTM avaient amélioré l'accès à l'école.

Pakistan

100 % des enfants **ont commencé à fréquenter assidument l'école** et ont été mis à l'abri du risque de travail d'enfants, après un transfert monétaire et moins de 3 mois de mise en œuvre.

Pérou

Plus le niveau **d'insécurité alimentaire** est élevé au sein des ménages (telle que mesurée par l'indice restreint des stratégies d'adaptation (rCSI)), plus **le taux de travail des enfants** l'est aussi (bien que l'écart soit faible).

Somalie

Les enfants ont fait état d'une plus grande confiance en eux, d'un plus grand bien-être et d'une meilleure communication avec les adultes par rapport à la situation telle qu'elle était avant la mise en œuvre du projet.



PRINCIPALES CONCLUSIONS EN TERMES DE LACUNE EN DONNÉES PROBANTES

Les résultats sont limités en ce qui concerne les risques spécifiques afférents à la protection de l'enfance, notamment les mariages d'enfants et les enfants associés aux forces et aux groupes armés. Ceci est dû aux défis associés à la mesure de l'impact des PTM sur des risques aussi sensibles en matière de protection de l'enfance.

Bien que ce rapport ait démontré l'effet des PTM sur les résultats en matière de protection de l'enfance pendant ou à la fin du programme, il n'y a aucune preuve que les améliorations des résultats en matière de protection de l'enfance perdureront lorsque les PTM auront pris fin.

Il existe peu de données probantes sur la manière dont la conception d'un panier de dépenses minimum (MEB) « adapté aux besoins des enfants » pourrait entraîner de meilleurs résultats ou bien similaires ou dégradés en matière de protection de l'enfance, par rapport à un panier de dépenses minimum standard.

PREUVES ÉMERGENTES : PRINCIPALES CONCLUSIONS



Ce tableau présente un résumé des données probantes examinées pour cette étude, montrant l'effet des PTM sur les résultats en matière de protection de l'enfance, tels que mesurés dans le cadre des programmes de Save the Children (SC). Le tableau montre l'évolution des indicateurs CP (état amélioré/mitigé/détérioré) après que les participants au projet ont reçu les TM. Il convient de remarquer que dans certains programmes (Albanie, Cambodge, Égypte, « Cash pour Protection » au Liban, Pakistan et Somalie), les PTM ont été conçus pour atteindre des résultats en matière de protection de l'enfance. Dans d'autres pays (Colombie, Liban (programme d'aide en espèces à usages multiples, MPC), Mali et Pérou), les PTM ont été conçus principalement pour répondre aux besoins fondamentaux et pour être complétés par des activités de protection de l'enfance). Ce tableau montre donc l'effet de la programmation intégrée sur les résultats en matière de protection de l'enfance, plutôt que l'effet des seuls PTM.

	ALBANIE	CAMBODGE	COLOMBIE	EGYPTE	GUATEMALA	LIBAN	MALI	PAKISTAN	PÉROU	SOMALIE
TYPE DE PROGRAMMATION										
TRAVAIL DES ENFANTS										
ABANDONS SCOLAIRES										
RELATIONS FAMILIALES										
BIEN-ÊTRE PSYCHOSOCIAL										
SÉPARATIONS FAMILIALES										
MARIAGES D'ENFANTS										



Les PTM ont été conçus pour atteindre des résultats en matière de protection de l'enfance (CP)



Les PTM ont été principalement conçus pour répondre aux besoins fondamentaux et être complétés par des activités de protection de l'enfance (CP) (« Cash Plus »)



PTM uniquement



Les résultats indiquent une amélioration de l'indicateur de protection de l'enfance en question depuis le début du projet



Les résultats indiquent une absence d'évolution de l'indicateur de protection de l'enfance en question depuis le début du projet



Les résultats indiquent une détérioration de l'indicateur de protection de l'enfance en question depuis le début du projet



Indicateur de protection de l'enfance non mesuré

1. INTRODUCTION



Dans le cadre de la réponse humanitaire,

Comment utiliser les PTM pour améliorer les résultats en matière de protection de l'enfance, par exemple réduire le travail des enfants, les mariages d'enfants, l'abandons scolaires et les séparations familiales ?

Comment utiliser les PTM pour améliorer le bien-être psychosocial des enfants et de leurs tuteurs ?

Ce sont quelques-unes des questions auxquelles ce rapport tente de répondre, en résumant les pratiques actuelles et les preuves émergentes tirées des programmes de Save the Children qui utilisent les PTM pour améliorer les résultats en matière de protection de l'enfance dans des contextes d'urgence.

L'objectif de ce rapport est de fournir au lecteur une vue d'ensemble des programmes de Save the Children en matière de PTM et de protection de l'enfance, ainsi que les preuves émergentes produites par ces programmes sur la façon dont les PTM peuvent contribuer aux résultats en matière de protection de l'enfance. Il s'agit du premier rapport d'une série de rapports annuels de collecte de données probantes sur les PTM et la protection de l'enfance. En tant que tel, l'objectif du rapport était également d'identifier les lacunes en matière de données probantes ainsi que les défis rencontrés dans l'analyse de l'impact de la programmation des PTM et de la protection de l'enfance, afin de contribuer à une programmation et à des évaluations plus complètes à l'avenir. Ce rapport a également pour but d'inspirer et de soutenir les responsables de programmes et les décideurs, œuvrant dans le domaine de la protection de l'enfance et souhaitant utiliser les PTM dans le cadre de leurs programmes, ainsi que de soutenir le personnel spécialisé dans la mise en œuvre des PTM souhaitant s'assurer que leurs programmes sont plus « adaptés aux enfants ».

ETUDES DE CAS



Les études de cas présentées ici sont tirées des programmes de Save the Children mis en œuvre dans 10 pays : **Albanie, Cambodge, Colombie, Égypte, Guatemala, Liban, Mali, Pakistan, Pérou et Somalie**. Les données sont issues de programmes achevés (Somalie, Mali, Égypte, Albanie, Cambodge), en cours (Guatemala, Colombie, Pérou, Liban) ou ayant récemment débuté (Pakistan). De même, la durée, l'ampleur et le suivi des programmes diffèrent sensiblement d'un pays à l'autre.

À travers ces études de cas, ce rapport a pour objectif de fournir au lecteur **une vue d'ensemble des programmes de Save the Children en matière de PTM et de protection de l'enfance, ainsi que les preuves émergentes produites par ces programmes sur la façon dont les PTM peuvent contribuer à l'atteinte de résultats en matière de protection de l'enfance**. Il s'agit du premier rapport d'une série de rapports annuels de collecte de données probantes sur les PTM et la protection de l'enfance. En tant que tel, l'objectif du rapport était élargir de l'enfance, afin de contribuer à une programmation et à des évaluations plus complètes à l'avenir. Ce rapport a également pour but **d'inspirer et de soutenir les responsables de programmes et les décideurs œuvrant dans le domaine de la protection de l'enfance** et souhaitant utiliser les PTM dans le cadre de leurs programmes, ainsi que de soutenir le personnel spécialisé dans la mise en œuvre des PTM souhaitant s'assurer que leurs programmes sont plus « adaptés aux enfants » et qu'ils ont également un effet positif sur les résultats en matière de protection de l'enfance.

Pour chaque étude de cas, le rapport met en avant les points ci-dessous :

- Conception du programme : comment la conception des PTM peut-elle contribuer aux résultats en matière de protection de l'enfance, en conjonction avec d'autres formes d'aide ?
- Mise en œuvre des PTM et intégration de la protection: comment les risques potentiels en matière de protection de l'enfance, liés à la mise en œuvre des PTM, sont atténués
- Preuves émergentes : que démontrent les données de suivi jusqu'à présent ?



Cliquez sur la carte pour passer à l'étude de cas du pays.

COLLECTE ET ANALYSE DE DONNÉES

Ce rapport repose principalement sur une analyse des données de suivi post-distribution (PDM) issues des PTM mis en œuvre par Save the Children dans 10 pays. La plupart des données ont été collectées à l'aide de la boîte à outils pour le suivi et l'évaluation de la protection de l'enfance lors de l'utilisation des transferts monétaires (« [Toolkit for Monitoring and Evaluating Child Protection When Using Cash and Voucher Assistance](#) », en anglais), laquelle comprend des questionnaires standardisés pour les enquêtes auprès des ménages (HH), ainsi que des discussions de groupe (FGD). Les données ont été recueillies auprès des participants au projet entre 2019 et 2021, puis analysées par les spécialistes du suivi, de l'évaluation, de la redevabilité et de l'apprentissage (MEAL) des bureaux nationaux de Save the Children, ainsi que par un spécialiste en analyse de données au niveau mondial, aux fins du présent rapport.

Outre l'analyse des données de suivi, de nombreux documents de projet (propositions, rapports, études de cas, etc.) ont été examinés. Veuillez consulter la bibliographie pour obtenir la liste complète des documents consultés. Les résultats ont été validés avec les équipes MEAL et de projets des bureaux nationaux.

LIMITES DE L'ÉTUDE

En dépit de l'emploi d'outils de collecte de données harmonisés dans beaucoup des projets présentés ici, notre étude se heurte à certaines limites, à savoir :

- La conception des projets était différente dans chaque pays, ce qui limite la comparabilité des données entre les contextes nationaux.
- Les outils de collecte de données (tels que les questionnaires) ont été adaptés au contexte de chaque projet, ce qui limite également la comparabilité des données provenant de différentes études de cas.
- Dans certains pays, les bénéficiaires sont inclus dans les projets de façon continue, et les suivis PDM ne précisent pas combien de transferts monétaires ont été reçus par chaque ménage. Il n'est donc pas possible d'évaluer de manière cohérente l'impact relatif de l'aide monétaire d'une durée plus ou moins longue.
- Dans certains cas, les données de référence (avant la mise en œuvre du projet) font défaut, de sorte qu'il est impossible de comparer les données avant et après l'intervention. C'est souvent le cas dans les situations de crise humanitaire, où une réponse rapide aux besoins est naturellement prioritaire par rapport à la collecte de données.
- La plupart des projets étaient intégrés (autrement dit, ils incluaient les transferts monétaires (TM) conjointement avec d'autres activités), de sorte qu'il était difficile d'évaluer si les changements observés pouvaient être attribués aux transferts monétaires (TM), ou à d'autres composantes du projet, ou à une combinaison des deux.



A photograph of two young girls with dark skin, wearing bright yellow dresses and white sunglasses with blue lenses. They are smiling and looking towards the camera. The girl on the left has a white bow in her hair, and the girl on the right has yellow hair ties. They are standing in front of a grey stone wall. The entire image is framed by a thick red circular border.

Etudes de cas
Programmes de
Save the Children

ALBANIE

« Cash pour Protection » pour la jeunesse réfugiée afghane

CONTEXTE



Tout au long de l'année 2021, des réfugiés afghans ont continué à arriver et à demander une protection temporaire en Albanie, où ils ont été placés dans des hôtels le temps d'obtenir leurs visas. La plupart des afghans ont fui leur maison avec peu ou pas de biens, et n'ont pas les moyens d'acheter des produits d'hygiène de base ou d'autres produits non alimentaires, comme des vêtements. De nombreux enfants et jeunes ont subi de graves traumatismes, mais ne disposent pas d'un environnement sûr dans lequel ils peuvent jouer, se socialiser, apprendre et s'exprimer.

OBJECTIF & DESCRIPTION DU PROJET

➔ 350 jeunes bénéficient d'une aide humanitaire immédiate, et d'un accès accru à des espaces sûrs, à des activités éducatives et à des activités de santé mentale et de soutien psychosocial (MHPSS).

Le projet a fourni des transferts monétaires conditionnels à 350 jeunes réfugiés afghans en Albanie, afin de répondre à leurs besoins fondamentaux (et plus particulièrement à leurs besoins en période hivernale), alors qu'ils attendaient leurs visas. Les transferts monétaires sont conditionnés à la participation des jeunes à des espaces amis des enfants (CFS). 80 médiateurs des jeunes ont animé des activités inclusives et mené des séances de sensibilisation.

CHRONOLOGIE ET DÉTAILS DES TM

Total des montants distribués	Nombre total de bénéficiaires
\$18,472	360 jeunes

Transfert unique - 50USD

Décembre 2021

CASH POUR PROTECTION

Décembre 2021



Lehza
Durrës



Preuves émergentes

- ➔ 79% des jeunes répondants ont déclaré s'être sentis heureux après avoir reçu les transferts monétaires (TM)
- ➔ 72% des jeunes étaient d'accord ou tout à fait d'accord pour dire qu'ils se sentaient plus en sécurité au sein de leur communauté après avoir reçu les transferts
- ➔ 57% des jeunes étaient d'accord ou tout à fait d'accord pour dire qu'ils se sentaient moins inquiets après avoir reçu les transferts monétaires (TM).

Trois plus grandes dépenses faites grâce aux TM

1. Vêtements & chaussures (61%)
2. Alimentation (23%)
3. Crédit téléphonique (2%)

Mise en oeuvre des TM et intégration de la protection

- ➔ Dans l'ensemble, 5 % des répondants ont déclaré que la prise de décision sur l'utilisation des espèces avait provoqué « quelques désaccords » au sein des membres de la famille, tandis que 1,5 % ont déclaré « beaucoup de désaccords ».

CAMBODIA

Family Care First (FCF) REACT

CONTEXTE

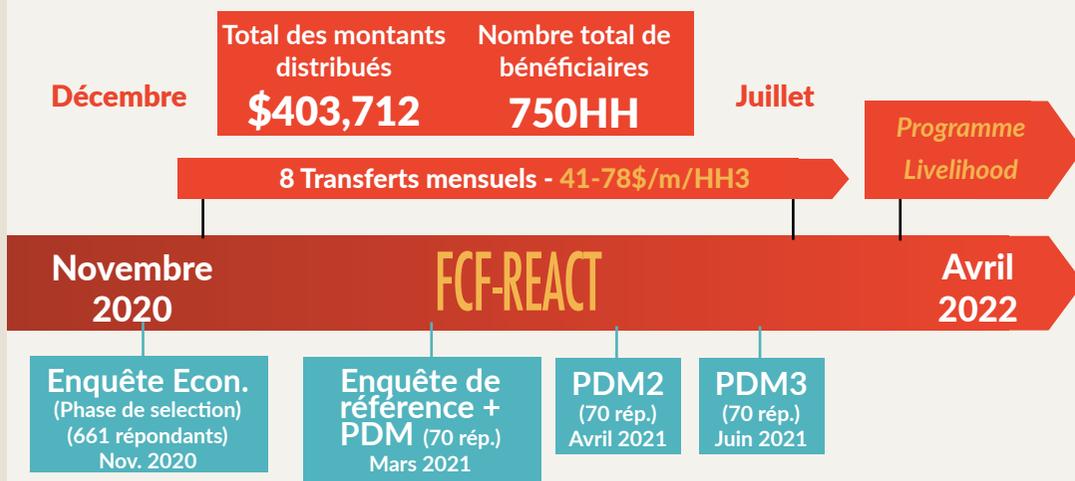
Les enfants cambodgiens sont confrontés à de nombreux problèmes de protection, tels qu'une forte prévalence de la violence, des séparations familiales, des actes de négligence, de l'exploitation et du travail des enfants. Plus de 50 % des enfants subissent des violences physiques, 25 % sont victimes d'abus émotionnels et environ 5 % d'abus sexuels. Le nombre d'enfants placés dans des institutions de prise en charge résidentiels est particulièrement préoccupant, surtout lorsque l'on sait qu'environ 80 % de ces enfants ont un ou deux parents en vie. Dans ce contexte, la pandémie de COVID-19 a aggravé les inégalités existantes, avec un impact négatif sur les enfants et les familles qui sont déjà les plus démunis et les plus marginalisés, et une augmentation des risques en matière de protection de l'enfance, tels que les séparations familiales.



OBJECTIF & DESCRIPTION DU PROJET

➔ **Soutenir les familles vulnérables touchées par les impacts collatéraux de la COVID-19, afin qu'elles puissent rester unies dans un environnement attentionné et stimulant, et réduire les risques de protection pour leurs enfants.**

CHRONOLOGIE DU PROJET ET DU SUIVI MEAL



Secteurs de programmation

- Besoins fondamentaux
- Protection de l'enfance
- Moyens de subsistance

Mécanisme de distribution

Païement mobile



Le projet fournit des transferts monétaires inconditionnels aux familles en situation de grande insécurité économique, afin d'éviter qu'elles n'aient recours à des stratégies d'adaptation négatives qui pourraient entraîner des risques accrus pour la protection de l'enfance. Les familles ont été touchées par les effets collatéraux de la pandémie de COVID-19 et risquent d'être séparées ou ont été récemment réunies (retour de Thaïlande). Ces familles bénéficient déjà d'un service de gestion des cas de protection de l'enfance de la part du ministère des Affaires sociales, des Anciens combattants et de la Réhabilitation de la jeunesse (MoSVY) et des partenaires FCF | REACT.

FCF | REACT travaille avec le gouvernement cambodgien pour convenir d'une approche commune sur la protection de l'enfance et le renforcement du système y afférant. Au niveau communautaire, les partenaires apportent un soutien direct aux familles vulnérables afin d'éviter toute séparation inutile entre l'enfant et sa famille et de s'assurer que les enfants sont placés dans des structures d'accueil familiales sûres et stimulantes, que ce soit avec leur famille biologique, dans leur famille élargie ou dans une famille d'accueil. L'intervention en transferts monétaires est adaptée aux besoins des enfants, ce qui signifie que l'évaluation de la vulnérabilité (enquête économique des ménages) inclue des questions relatives à la protection de l'enfance et une évaluation globale de la situation du ménage par un travailleur social. L'aide monétaires vient en complément de la mise en œuvre de la gestion des cas.

Les valeurs de transfert sont basées sur un panier de dépenses minimum (MEB) qui inclut notamment certains coûts liés à l'éducation. Les travailleurs sociaux utilisent la boîte à outils «**Money Matters**» pour former les tuteurs sur la manière de prioriser les dépenses dans l'intérêt supérieur de l'enfant. En 2021, le programme d'appui au rétablissement rapide des moyens de subsistances adapté aux enfants a commencé à fournir une aide supplémentaire à bon nombre de ces mêmes ménages (631/750), pour leur permettre de s'émanciper de l'aide monétaire reçue initialement. Le programme comprend l'élaboration de plans d'affaires de base, des possibilités de développer des compétences générales et techniques, la fourniture d'intrants productifs, d'actifs et de transferts monétaires, ainsi qu'un suivi et un encadrement après formation.

Méthodologie de ciblage

750 ménages ont reçu des transferts monétaires digitaux pour couvrir leurs besoins fondamentaux, et 631 ont reçu un appui pour rétablir leurs moyens de subsistance, notamment à travers l'octroi de transferts monétaires

Le processus de ciblage a permis de sélectionner les bénéficiaires en fonction de leur score obtenu lors d'une enquête économique des ménages (HES) et d'une évaluation de la protection de l'enfance menée par les gestionnaires de cas. L'enquête HES a été utilisée pour identifier les ménages (parmi ceux qui bénéficient déjà de services de gestion des cas de la part des partenaires) qui ont atteint un score requis par rapport à un seuil de référence pour être considérés comme « éligibles » aux transferts monétaires. Ce score correspond à un calcul de vulnérabilité qui repose sur la composition du ménage (ratios de dépendance) et les facteurs sociodémographiques (handicaps / malades chroniques), la vulnérabilité économique (état de pauvreté, endettement, ampleur de la baisse des revenus), l'insécurité alimentaire (score de la faim dans le ménage, indice restreint des stratégies d'adaptation) et les risques liés à la protection de l'enfance (probabilité de séparation familiale - improbable / probable / très probable / survenue), et l'adoption par le ménage de stratégies d'adaptation nuisibles pour l'un de ses enfants, comme le travail des enfants. Le risque de séparation familiale a été évalué par les gestionnaires de cas pour la protection de l'enfance.

Mise en oeuvre des TM et intégration de la protection

En tant que pratique courante, l'équipe a organisé des discussions de groupe (FGD) lors de la phase de conception (à l'aide de [l'outil 1 de la boîte à outils pour les PTM](#) et l'apprentissage, l'évaluation et le suivi de la protection de l'enfance (CVA&CP MEAL, en anglais)) afin d'identifier les défis potentiels en matière de protection et de sécurité ainsi que les défis opérationnels liés à la réception du transfert monétaire par monnaie électronique. Les résultats ont été intégrés dans les outils de suivi, afin de s'assurer que tous les risques identifiés ont été correctement adressés en cours de mise en oeuvre. Ainsi :

➔ **100%**

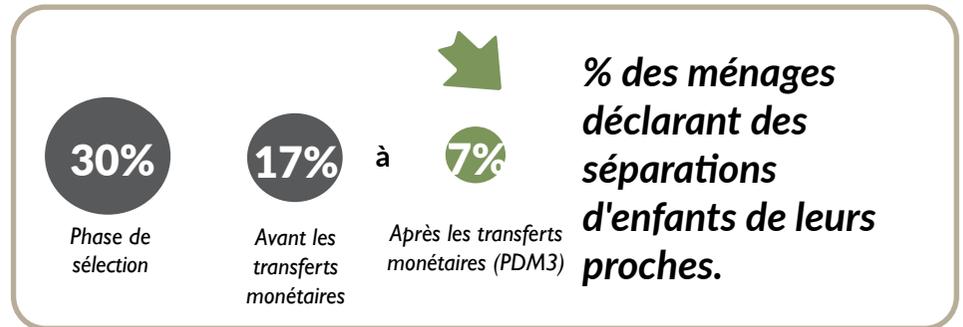
des ménages ont déclaré se sentir en sécurité (contre 96 % lors de l'enquête de référence) tandis qu'ils recevaient les transferts monétaires, et 100 % ont également déclaré ne pas avoir entendu parler de quelqu'un d'autre qui aurait vécu une situation risquée.

➔ **100%**

des ménages sont d'accord pour dire que les transferts monétaires représentent la méthode la plus efficace pour **les aider à satisfaire leurs besoins fondamentaux** après 7 transferts monétaires (contre 96 % lors de l'enquête de référence + suivi PDM).

Preuves émergentes

Séparation familiales



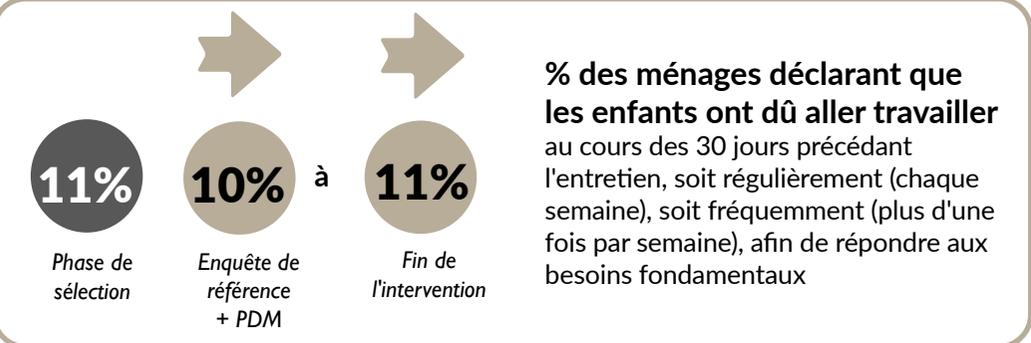
Les résultats montrent que les espèces limitent la probabilité de séparation familiale, avec une diminution notable (plus de deux fois) du nombre d'enfants séparés de leurs proches du fait d'un manque d'argent. Il convient également de noter que la probabilité de séparation familiale avant l'intervention était préoccupante : en effet, sur les 30 % de ménages qui ont déclaré avoir prévu de migrer avant le début du programme, 87 % ont confirmé que le processus de migration ne concernerait pas tous les membres du foyer (notamment les enfants).

Raisons les plus fréquemment citées pour lesquelles les TM ont permis aux ménages de garder tous leurs enfants auprès d'eux :

1. Les enfants ont eu suffisamment de nourriture (81%)
2. Les enfants ont pu étudier (44%)
3. Les enfants n'ont pas eu besoin de travailler (26%)

Éducation et travail des enfants

Bien que la mise en place des transferts monétaires (TM) n'ait pas directement permis de réduire la proportion du travail des enfants, divers facteurs suggèrent qu'elle a fait office de mesure préventive. Contrairement aux tendances nationales, les cas de travail des enfants n'ont pas augmenté pendant la mise en œuvre du projet, et l'âge des enfants travailleurs a augmenté.



La proportion de ménages déclarant que les enfants devaient aller travailler est restée stable entre les phases avant intervention et après intervention. Ces résultats doivent toutefois être interprétés à la lumière des changements intervenus dans le contexte local au cours de la mise en œuvre du programme. En effet, les restrictions liées à la pandémie de COVID se sont traduites par la fermeture totale des écoles à l'échelle nationale et des pressions économiques accrues sur les ménages. En outre, des preuves émergentes indiquent que ces facteurs ont entraîné une augmentation du travail des enfants au niveau national.

81 % des enfants qui accédaient à une éducation de base avant la COVID-19 ne le faisaient plus au moment de la collecte des données, la fermeture des écoles étant la raison invoquée par 95 % des ménages, et 4 % déclaraient ne pas avoir les moyens de fréquenter l'école.

➔ Cependant, la proportion de ménages déclarant que **le manque d'argent était la raison pour laquelle les enfants devaient travailler a diminué**, passant de 100 % avant l'intervention à 73 % (8/11) à la fin de l'intervention.

➔ **Enfin, les enfants travailleurs étaient en moyenne plus âgés**, passant de 14 ans au début de l'intervention à 16 ans en moyenne après 7 transferts monétaires. Pour 10 ménages sur 11, l'enfant le plus âgé travaillait, sans préférence de genre claire.

100%

des répondants ont noté des résultats positifs à la suite de l'octroi de transferts monétaires, contre 80 % avant. En outre, la totalité des 70 ménages ont répondu positivement à la question de savoir si le fait de recevoir une aide monétaire les avait aidés à résoudre les problèmes liés à la protection des enfants dont ils avaient la charge: la plupart des répondants ayant choisi «suffisamment de nourriture» comme principale raison (81 %), suivie par le soutien à l'éducation des enfants (40 %) et les vêtements (30 %).



Bien-être des enfants et des ménages



COLOMBIE

PTM « Plus » pour les Vénézuéliens en Colombie

CONTEXTE

Depuis 2015, la situation économique et politique du Venezuela a entraîné une hyperinflation, une envolée du taux de chômage et de l'insécurité alimentaire, poussant un nombre sans précédent de personnes à fuir le pays. En février 2021, la Colombie accueillait plus de 1,7 million de migrants et de réfugiés vénézuéliens, dont 966 714 n'avaient pas le statut de migrant en situation régulière. Les Vénézuéliens se heurtent à des défis importants et doivent souvent adopter des stratégies d'adaptation négatives afin de répondre à leurs besoins de survie fondamentaux, tels que la nourriture et le logement. Nombre de ces stratégies d'adaptation exposent les enfants et les adolescents à des risques de protection tels que l'exploitation, les abus et la négligence, ainsi que le travail des enfants. Afin de survivre, des enfants ont été impliqués dans des activités telles que l'exploitation minière illégale, la contrebande et le trafic de drogue.



OBJECTIF ET DESCRIPTION DU PROJET

Aider les populations vulnérables et à risque à satisfaire leurs besoins fondamentaux, en les empêchant de recourir à des stratégies d'adaptation négatives qui pourraient nuire à la protection et à l'état nutritionnel de leurs enfants.

Secteurs de programmation

- Nutrition
- Protection de l'enfance
- Besoins fondamentaux

Mécanisme de distribution

Cartes bancaires



Total des montants distribués
\$3,110,901

Nombre total de bénéficiaires
13,183

5 Transferts mensuels 252\$/m/HH4

CASH+ Program Sept 2019

Total des montants distribués
\$12,157,301

Nombre total de bénéficiaires
87,379

6 Transferts mensuels 112\$/m/HH4

CASH Program -VenEsperanza (BHA)

Août. 2022

Child Protection Program (BPRM)

Août. 2022

Pre-transfert
(122 resp.)
Avril 2021

Même répondants

Post-transf.
(95 resp.)
Juillet 2021

Pre-transfert
(180 resp.)
Sept. 2021

Post-transf.
(102 resp.)
Nov. 2021

PDM Nov*
(370 resp.)
Nov. 2021

*Ce suivi PDM a été exclu des conclusions du présent rapport

DESCRIPTION DES PROJETS

Depuis 2018, Save the Children met en œuvre différents projets qui font appel à une aide en espèces à usages multiples pour améliorer la protection, la nutrition, la santé et répondre aux besoins fondamentaux des Vénézuéliens et des ressortissants en Colombie :

1. Multipurpose Cash Transfer Plus

Le transfert monétaire à usages multiples « Plus » (MPCA+) est un programme pluriannuel qui a débuté en 2018. 5 transferts mensuels ont été fournis aux bénéficiaires, conjointement avec un soutien en matière de nutrition et de protection de l'enfance: (a) des ateliers de sensibilisation sur l'alimentation du nourrisson et du jeune enfant (IYCF), la promotion de l'allaitement maternel exclusif (EBF) et de l'alimentation complémentaire, la santé et l'hygiène, la nutrition maternelle et (b) la fourniture d'un soutien récréatif et psychosocial par le biais d'espaces amis des enfants (CFS) et de la gestion des cas. L'équipe du programme d'aide MPC a été formée pour identifier les potentiels cas à risque de maltraitance des enfants, et pour signaler ces risques aux équipes de la protection de l'enfance, de manière sûre et confidentielle. Une fois le signalement effectué, un travailleur social a été affecté à la famille pour assurer le suivi. Les travailleurs sociaux sont également formés pour identifier d'autres familles qui pourraient bénéficier de l'aide MPC, et pour les orienter vers l'équipe du programme d'aide MPC en vue d'une évaluation socio-économique et d'une éventuelle inscription sur les listes de bénéficiaires. La durée de l'aide en espèces (5 mois) a été définie pour donner aux ménages suffisamment de temps pour achever la régularisation de leur statut légal en Colombie et trouver des opportunités de travail.

Depuis 2019, ce projet a été prolongé par le Consortium VenEsperanza. Cette prolongation est conçue pour soutenir les populations vulnérables et à risque dans les principales villes de transit et de destination, ainsi que le long de la frontière vénézuélienne. Les bénéficiaires sont les migrants et réfugiés vénézuéliens, les rapatriés colombiens et la communauté d'accueil. 6 transferts monétaires mensuels sont fournis pour contribuer à répondre à leurs besoins fondamentaux. Cependant, leur valeur est bien inférieure à ce que proposait le premier programme. Des activités complémentaires de protection et d'appui aux moyens de subsistance sont fournis par des programmes distincts, en utilisant un mécanisme de double référencement.

2. Multipurpose Cash assistance and Protection

Save the Children, en partenariat avec le HCR, fournit des espèces à usages multiples pour atténuer les risques de protection et promouvoir l'intégration des personnes relevant de la compétence du HCR ainsi que des communautés d'accueil dans le département de Valle del Cauca. Outre le programme d'aide en espèces à usages multiples (MPC), Save the Children fournit un soutien à la gestion financière, un soutien en matière de santé mentale et psychosociale (MHPSS), une gestion des cas pour les familles présentant des risques élevés de protection, le référencement des personnes ayant d'autres besoins spécifiques vers différentes organisations et le suivi de ces mécanismes de référencement.



Mise en oeuvre des TM et intégration de la protection

La mise en œuvre des transferts monétaires (TM) en Colombie ne semble pas avoir posé de problèmes de protection pour les familles avec enfants. Avant la distribution d'espèces, une évaluation participative des risques potentiels des programmes d'aide en espèces a été menée, avec les membres vulnérables de la communauté, afin de déterminer les ajustements nécessaires à apporter aux mécanismes de distribution de manière à atténuer les risques pendant les cycles de transfert. L'accès et la distance aux points de distribution d'espèces ont été pris en compte, afin de s'assurer que les femmes et les filles, les hommes et les garçons, les personnes handicapées et les personnes blessées puissent recevoir l'aide en espèces, et que tous soient en sécurité lorsqu'ils rentrent chez eux.

➔ **0%** des répondants ont déclaré que le fait de recevoir des espèces présentait un risque pour leurs enfants.

➔ **1%** des répondants ont déclaré que des discussions ou des désaccords sont apparus dans leur foyer concernant l'utilisation des transferts monétaires (TM).

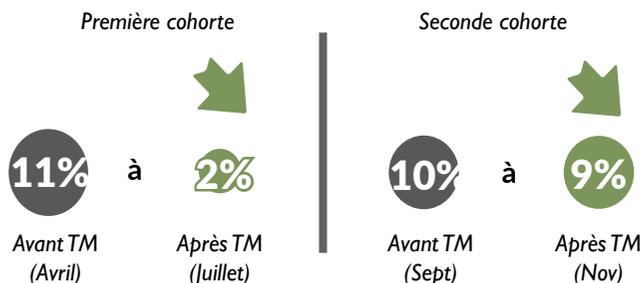
Preuves émergentes



des répondants ont déclaré que les transferts monétaires **avaient amélioré les relations au sein de leur foyer**, tandis que **34%** n'ont signalé aucun changement. (Moyenne pondérée de trois suivis PDM)

Travail des enfants

% des répondants déclarant que **les enfants ont dû aller travailler au cours des 30 jours** précédant l'entretien, soit régulièrement (chaque semaine), soit fréquemment (plus d'une fois par semaine), afin de répondre aux besoins fondamentaux.



L'analyse de la première cohorte de bénéficiaires d'espèces (217 répondants) montre que le nombre de cas de travail des enfants a considérablement diminué (de 11 % à 2 %) suite à la réception des transferts monétaires (TM). La réduction limitée (de 10 % à 9 %) de la proportion du nombre de cas de travail des enfants pour la deuxième cohorte (par rapport à la première) doit être analysée en conjonction avec le fait que les données ont été collectées pendant la période correspondant à la fin de la scolarité. Elle a également coïncidé avec un pic de la COVID-19 dans le pays.

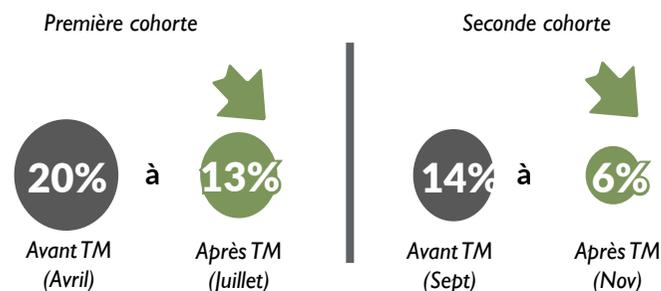
Sur un total de 47 enfants qui auraient travaillé, 8 enfants (17 %) accompagnaient en fait leurs parents à leur travail respectif, notamment en raison du manque de solutions alternatives de garde d'enfants, tandis que 12 (26 %) mendiaient. Les enfants accompagnateurs ont été exclus de ce qui est indiqué précédemment.

"Nous allons déménager dans un endroit plus sûr pour les enfants"

Commentaires d'une femme bénéficiaire interrogée

Abandons scolaires

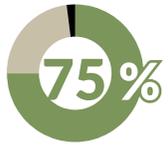
% des répondants ayant déclaré avoir **dû retirer leurs enfants de l'école au cours des 30 jours** précédant l'entretien en raison d'un manque d'argent.



Dans l'ensemble, les résultats montrent que la distribution d'espèces a réduit de manière significative le nombre d'abandons scolaires



Bien-être des enfants



des répondants ont déclaré que la **sécurité générale de leurs enfants s'était améliorée** après avoir reçu les transferts monétaires (CT), tandis que 23 % n'ont signalé aucun changement (et 2 % ont préféré ne pas répondre) (moyenne pondérée des trois suivis PDM).

Améliorations les plus fréquemment citées apportées par les transferts monétaires (TM) à la sécurité et au bien-être des enfants (question ouverte)

1. Plus de nourriture et/ou meilleure nourriture (42%)
2. Aide au paiement du loyer 12%
3. Prévention de la séparation des enfants (7%)
4. Amélioration de l'accès à l'éducation (2%)

➔ **34%** des répondants ont déclaré avoir observé des **changements positifs chez leurs enfants** depuis le début des transferts monétaires (TM), principalement autour du bien-être émotionnel et physique. (Moyenne pondérée de l'après-juillet et de l'après-novembre).

% de répondants signalant des séquelles physiques ou des comportements négatifs inhabituels chez leurs enfants, tels que de la tristesse, de l'agressivité, de la peur, des cicatrices, des ecchymoses, etc.

Première cohorte



24%

à

6%

Avant TM

Après TM
(Juillet)

Seconde cohorte



10%

à

5%

Avant TM (Sept)

Après TM
(Nov)

L'analyse de ces quatre indicateurs combinés montre que, globalement, la distribution des transferts monétaires (TM) a eu un effet positif sur le bien-être physique et émotionnel des enfants.



EGYPTE

Aides d'urgence en espèces pour les enfants non accompagnés et séparés demandeurs d'asile en Égypte

CONTEXTE

En tant que pays de transit et de destination pour les réfugiés et les demandeurs d'asile, l'Égypte accueille environ 260 000 demandeurs d'asile inscrits auprès du HCR, dont 4 051 sont des enfants non accompagnés et séparés, âgés pour la plupart de 15 à 17 ans (76 %). En raison de la pandémie de COVID-19, le HCR a fermé ses bureaux et mis un terme à l'inscription des enfants non accompagnés et séparés, ce qui a empêché nombre de ces enfants d'accéder aux services de protection ainsi qu'à l'aide en espèces à usages multiples, ou à l'aide régulière, fournie par le HCR. Save the Children International (SCI) considère les enfants non accompagnés et séparés (UASC) comme le groupe le plus vulnérable parmi les réfugiés et les migrants, en particulier lorsqu'ils attendent d'être inscrits.

OBJECTIF ET DESCRIPTION DU PROJET

➔ **Soutenir les enfants non accompagnés qui demandent l'asile en Égypte.**

SCI fournit une aide d'urgence en espèces et une gestion des cas pour les enfants non accompagnés et séparés (UASC) non-inscrits afin de pouvoir répondre à leurs besoins fondamentaux et de réduire leurs risques de protection. Ce projet vise à répondre à la situation d'urgence des enfants qui attendent leur inscription auprès du HCR et leurs documents légaux, ainsi qu'à réaliser une évaluation de leur intérêt supérieur (BIA), sachant que la situation de ces enfants est exacerbée par les effets de la pandémie de COVID-19. Après leur inscription et leur évaluation, les enfants sont éligibles pour recevoir une aide mensuelle en espèces de la part du HCR et du Programme alimentaire mondial (PAM).

Total des montants distribués
\$106,000
Nombre total de bénéficiaires
928 UASC

2 Transferts mensuels 57USD each

Total des montants distribués
\$20,000
Nombre total de bénéficiaires
67 UASC

1+2 Transferts mensuels 83-121 USD each

Dec. 2020 **PHASE 1** Sep. 2021 **PHASE 2** Jan. 2021

PDM 1
Février 2021
(115 rép.)

PDM 2
Août 2021
(166 rép.)

PDM 3
Sept. 2021
(41 rép.)

PDM 4
Nov. 2021
(67 rép.)

PDM 5
Jan. 2021
(53 rép.)

Secteurs de programmation



Besoins fondamentaux Protection de l'enfance

Mécanisme de distribution



Par agent

Le Caire

MÉTHODOLOGIE DE CIBLAGE

Pour la phase 1 : deux mois d'aide d'urgence en espèces (1 800 EGP) ont été distribués à 928 enfants non-inscrits (70 % de garçons et 30 % de filles) au Caire entre décembre 2020 et septembre 2021. Cette distribution a eu lieu aux centres de SCI ou dans l'un des bureaux partenaires de l'organisation communautaire (CBO) de SCI. Les enfants attendaient d'être inscrits comme demandeurs d'asile auprès du HCR. **Les bénéficiaires sont identifiés au fur et à mesure, le contexte est dynamique et la liste évolue régulièrement.** Bénéficiaire des TM: les enfants (âgés de 14 à 17 ans) reçoivent directement les TM.

Pour la phase II : trois mois de distribution pour 67 enfants bénéficiant des services de gestion des cas

*SC distribue généralement de l'argent via la Poste égyptienne, mais cela n'a pas été possible en raison de l'absence de documents d'identité des bénéficiaires



Mise en oeuvre des TM et intégration de la protection

La distribution des transferts monétaires aux participants à ce projet a posé quelques problèmes, par exemple :

- Les enfants non-inscrits ne sont pas en mesure de recevoir les transferts monétaires (TM) de la part des institutions financières (comme les bureaux de poste) en raison du manque de documents d'identité et de documents légaux ;
- Les enfants âgés de moins de 16 ans ne peuvent pas recevoir d'espèces par l'intermédiaire des institutions financières s'ils ne sont pas accompagnés d'un adulte ;
- Certains enfants non accompagnés sont difficiles à atteindre en raison de leurs déplacements fréquents d'un endroit à l'autre et du changement de leurs numéros de téléphone ;
- Certains enfants ont déclaré avoir peur de quitter leur hébergement, par crainte d'être suivis ou détenus par les autorités.

Pour surmonter ces difficultés et atténuer les risques potentiels, SC a décidé de fournir une aide en espèce directe, par l'intermédiaire des centres SC ou de partenaires, aux enfants qui n'ont pas pu recevoir d'espèces par le biais d'une institution financière. SC utilise également diverses méthodes pour atteindre les enfants difficiles à contacter, par exemple en envoyant des SMS par l'intermédiaire d'autres partenaires, organisations, responsables et mentors communautaires.

➔ **97%** des répondants ont déclaré se sentir « complètement en sécurité » pendant le processus de distribution, tandis que seulement 3 % des répondants ont déclaré se sentir « assez en sécurité » (moyenne pondérée des suivis PDM 1, 2 et 3).

Cependant, des cas ont été identifiés d'enfants ayant déclaré que leurs colocataires et/ou leurs familles d'accueil avaient pris possession de leur aide en espèces (ou d'une grande partie de celle-ci), tandis que d'autres enfants ont déclaré avoir été volés sur le chemin du retour, devant leur domicile, après avoir reçu ladite aide.

Afin d'atténuer ces risques, les enfants sont conseillés sur la manière de se protéger pendant et après avoir reçu les transferts monétaires (TM). Par exemple, les messages suivants ont été partagés avec les enfants :

- Les mentors communautaires conseillent les enfants sur les routes les plus sûres et sur la manière de conserver leurs espèces en toute sécurité une fois qu'ils les ont reçues.
- Il est conseillé aux enfants de ne pas partager d'informations relatives à l'aide en espèce qu'ils reçoivent.
- Il est conseillé aux enfants de collecter et d'utiliser leur argent pendant la journée, et non tard le soir ou tôt le matin.
- Toutes les distributions directes d'espèces par les équipes de SCI sont organisées à des heures sûres de la journée, sans que trop d'enfants y participent en même temps, ce qui laisse aux enfants suffisamment de temps pour rentrer chez eux avant la nuit.

Preuves émergentes

➔ **50%**

des enfants participants ont déclaré que les transferts monétaires (TM) avaient eu un **impact positif sur les relations au sein de leur foyer**, tandis que 44 % n'ont signalé aucun changement et 6 % un impact négatif (moyenne pondérée des suivis PDM 4 et 5).

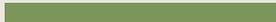
Analyse des dépenses

➔ **70%**

des enfants participants ont déclaré que les transferts monétaires (TM) avaient **contribué significativement à leurs dépenses quotidiennes** (moyenne pondérée des suivis PDM 1, 2 et 3).

L'importance de l'aide en espèces pour les enfants UASC doit être interprétée à la lumière de leurs précédentes sources de revenus (avant les distributions d'espèces), lesquelles étaient principalement des emprunts ou un soutien financier pour 77 % des UASC, ou un soutien financier d'amis et de parents (16 %). Suite à l'aide en espèces, la proportion d'emprunts comme source de revenus a été divisée par sept (jusqu'à 11 %) : en d'autres termes, les enfants devaient moins compter sur les prêts pour satisfaire leurs besoins fondamentaux. En fait, 84 % des enfants n'ont déclaré aucune autre source de revenus que l'aide d'urgence en espèces reçue de SC. Cela signifie également que tous les besoins fondamentaux ou presque ont été satisfaits grâce aux transferts monétaires (TM).

Les trois principales dépenses les plus citées par les adolescents ayant bénéficié des transferts monétaires (TM) (moyenne pondérée des suivis PDM 1, 2 et 3) :

1. Loyer  (93%)
2. Alimentation  (80%)
3. Paiement de dettes  (18%)

Aucune différence significative entre les sexes n'a été constatée, hormis pour les articles d'hygiène qui ont été signalés plus fréquemment par les filles que par les garçons

GUATEMALA

PROTEGUA PROMESAN

CONTEXTE

Le Guatemala a le quatrième taux de malnutrition chronique le plus élevé, avec 47 % de tous les enfants guatémaltèques âgés de moins de 5 ans souffrant de malnutrition chronique. Le taux de malnutrition chronique dans certaines zones indigènes, dont le corridor aride de la région de Quiché, est encore plus alarmant. Jusqu'à 80 % des enfants de moins de 5 ans souffrent de malnutrition chronique dans plusieurs municipalités. L'impact économique de la pandémie de COVID-19 et de ses restrictions a encore aggravé la situation, empêchant les familles de trouver un emploi et d'avoir un revenu régulier, réduisant ainsi leur capacité à satisfaire leurs besoins alimentaires et non alimentaires de base et affectant négativement le bien-être de leurs enfants.



OBJECTIF ET DESCRIPTION DU PROJET

➔ **Accroître l'accès aux denrées alimentaires de base pour les familles vulnérables à l'insécurité alimentaire, et améliorer les pratiques en matière de nutrition et d'hygiène.**

Depuis août 2020, Save the Children au Guatemala met en œuvre des programmes (PROTEGUA, puis PROMESAN) qui combinent l'utilisation d'espèces pour améliorer l'accès à la nourriture et aux articles WASH (eau, assainissement et hygiène), tout en améliorant les pratiques en matière de santé, de nutrition et d'hygiène. Des sessions communautaires, des vidéos et des messages à la radio ont été utilisés pour sensibiliser sur la gestion du budget familial, les techniques de négociation et la bonne utilisation des transferts monétaires (« labellisation »). Les bénéficiaires ont été encouragés à utiliser les transferts monétaires pour acheter de la nourriture et des articles WASH (par exemple, savon de bain, dentifrice et brosse à dents, chlore pour le nettoyage des surfaces et lingettes pour s'essuyer les mains). Parmi les autres

Secteurs de programmation



Mécanisme de distribution



Païement mobile



sujets abordés, citons : les groupes d'aliments de base et la préparation d'aliments enrichis, l'allaitement maternel exclusif, l'alimentation complémentaire et le processus de sevrage, l'hygiène et les pratiques de lavage des mains. Des kits WASH ont également été distribués, un soutien a été apporté au système local de santé mentale et des activités ont été menées pour promouvoir des comportements sains. Au cours du programme PROTEGUA, des subventions de 70 \$ ont également été distribuées pour le renforcement des moyens de subsistance de 987 ménages à travers l'achat de volailles et d'intrants agricoles, et l'organisation d'ateliers sur la santé animale ont également été organisés.

Les projets ont été mis en œuvre dans six municipalités situées dans le corridor aride de la région de Quiché au Guatemala. Il convient de remarquer que l'objectif principal est de lutter contre l'insécurité alimentaire (par le biais de transferts monétaires) et que les activités de protection de l'enfance ne sont pas spécifiquement incluses. Cependant, l'impact des transferts monétaires sur les résultats en matière de protection de l'enfance a été suivi grâce à l'utilisation de la boîte à outils pour les PTM et l'apprentissage, l'évaluation et le suivi de la protection de l'enfance (CVA&CP MEAL).



MÉTHODOLOGIE DE CIBLAGE

Le projet cible les personnes les plus démunies au sein des communautés, notamment celles qui sont touchées par la malnutrition et la pauvreté. Les critères de sélection des bénéficiaires ont été formulés en utilisant la méthodologie HEA (approche de l'économie des ménages), et comprenaient également des critères sociaux tels que les mères célibataires, les femmes chargées du foyer, les familles comptant des personnes âgées et/ou en situation de handicap, les familles avec enfants et les familles touchées par les tempêtes. Les bénéficiaires sont sélectionnés par le biais d'un ciblage communautaire.

Mise en œuvre des TM et intégration de la protection

Avant la distribution des espèces, des discussions de groupe ont été menées à l'aide de l'outil 1 de la boîte à outils CVA&CP avec des familles sélectionnées. Il est apparu que certaines étaient inquiètes à l'idée que les enfants reçoivent directement des espèces, et pensaient que les enfants étaient trop jeunes pour recevoir des espèces et qu'ils n'avaient pas les connaissances et la maturité nécessaires pour dépenser les espèces de manière judicieuse et responsable. Il a également été suggéré que les enfants n'auraient probablement pas l'autonomie, au sein de la famille, d'utiliser les espèces comme ils l'entendent, même s'ils recevaient directement un transfert monétaire distinct.

À la question posée aux tuteurs : «Y a-t-il des individus/groupes au sein de cette communauté qui seraient plus exposés que d'autres à des risques s'ils recevaient un transfert monétaire ?» 17 sur 40 ont répondu par «oui», la majorité d'entre eux s'inquiétant des groupes vulnérables tels que les orphelins, les enfants en situation de handicap et ceux ne fréquentant pas l'école. Les répondants craignaient que les enfants de ces groupes soient vulnérables à l'exploitation et à des préjudices s'ils recevaient des transferts monétaires.

Ces discussions ont conduit l'équipe à **distribuer les espèces exclusivement aux tuteurs adultes**, afin de prendre en compte les préoccupations des parents/tuteurs et d'atténuer tout risque potentiel pour les enfants.

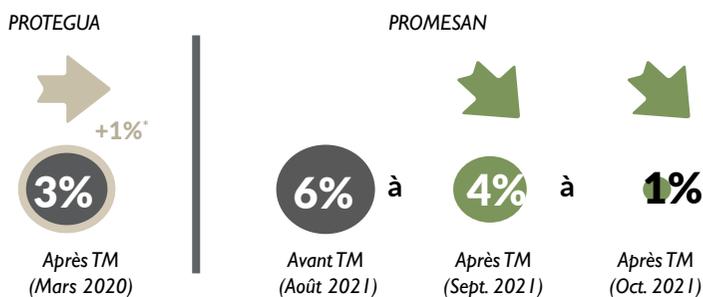


Preuves émergentes

Travail des enfants

Lors des discussions de groupe qui ont précédé la distribution des espèces, le travail des enfants a été signalé comme un mécanisme d'adaptation négatif. En réponse à la question : « Lorsque le projet prendra fin, comment les enfants et leurs familles survivront-ils ? », deux parents (sur 40) ont mentionné que les enfants iraient travailler dans les champs ou chercheraient d'autres types de travail pour générer des revenus, ce qui pourrait avoir un impact négatif sur le bien-être des enfants (en fonction des heures de travail, des conditions et de leur âge).

% des répondants déclarant que les enfants ont dû aller travailler au cours des 30 jours précédant l'entretien, soit régulièrement (chaque semaine), soit fréquemment (plus d'une fois par semaine), afin de répondre aux besoins fondamentaux.



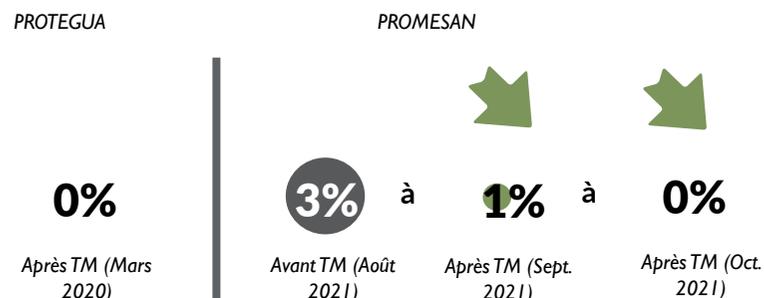
* Dans les résultats de PROTEGUA, +1 % des répondants ont « préféré ne pas se prononcer ».

Sur les 23 enfants qui auraient travaillé et pour lesquels le type de travail a été demandé, 16 (70 %) travaillaient dans le secteur agricole.

L'analyse des résultats de PROMESAN montre que, dans l'ensemble, les **cas de travail des enfants auraient diminué suite à la réception des transferts monétaires (TM)**. En l'absence d'indicateurs CP dans l'enquête de référence du projet PROTEGUA, les résultats du premier suivi PDM doivent être considérés de manière séparée.

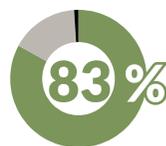
Abandons scolaires

Pourcentage des répondants ayant déclaré **avoir dû retirer leurs enfants de l'école** au cours des 30 jours précédant l'entretien en raison d'un manque d'argent

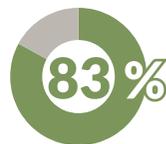


Dans l'ensemble, les résultats montrent que la distribution d'espèces a réduit la proportion d'abandons scolaires. Toutefois, ces résultats doivent être considérés avec prudence étant donné les faibles différences de proportion (proches de 0).

Effets sur le ménage



83 % des répondants ont déclaré que les relations au sein de leur foyer se sont améliorées depuis qu'ils ont reçu le transfert monétaire, tandis que 16 % n'ont signalé aucun changement et 1 % ont préféré ne pas se prononcer (moyennes pondérées de tous les suivis PDM).



83 % des répondants ont déclaré que la sécurité générale de leurs enfants s'est améliorée depuis qu'ils ont reçu le transfert monétaire, tandis que 17 % n'ont signalé aucun changement.



Dépenses : 83 % de l'aide en espèces ont été utilisés par les bénéficiaires pour acheter de la nourriture, tandis que les 17 % restants ont servi à acheter des articles WASH non alimentaires

LEBANON

MULTIPLE PROJETS

CONTEXTE

Le Liban a été gravement touché par une instabilité économique et politique à long terme et cette situation a été aggravée par la pandémie de COVID-19. La situation menace désormais la sécurité alimentaire de base de la population, exacerbe les besoins de protection et érode l'accès aux services de base. Les familles ont épuisé leurs stratégies d'adaptation, ce qui a un impact négatif sur les enfants qui ont été poussés encore plus loin dans la pauvreté, car la perte de revenus de leurs parents a limité l'accès des enfants à la santé, à l'éducation, à un logement décent et à une alimentation nutritive adaptée. Les familles dépensent moins en nourriture, consomment moins de repas et des aliments de moindre qualité, et réduisent la taille des portions.



OBJECTIF ET DESCRIPTION DU PROJET

Save the Children au Liban met en œuvre une variété de projets différents qui combinent les espèces pour les besoins fondamentaux, la protection de l'enfance, l'éducation, la santé et la nutrition. L'aide en espèces est destinée à aider les familles à acheter des produits alimentaires et non alimentaires, à payer leur loyer et à accéder à des services, afin d'éviter de recourir à des mécanismes d'adaptation négatifs qui exposent les enfants à un risque accru d'exploitation, de maltraitance, de travail des enfants, de violence et/ou de négligence. Aux fins de cette étude, l'accent a été mis sur l'aide MPC et le programme Cash pour Protection. Les encadrés de la page suivante fournissent des détails sur des aspects intéressants de la conception de certains de ces programmes.

229USD couvrant 1 à 3 mois*	
Total des montants distribués	Nombre total de bénéficiaires
\$660,000	5,685

*Montants moyens. Les montants fournis fluctuaient en fonction de la situation économique et étaient décidés en coordination avec les équipes en charge de la protection et des transferts monétaires au Liban.

183USD couvrant 1 à 2 mois	
Total Cash prévu	Total bénéficiaires prévus
\$601,000	7,125

Nov. 2021 **Programme CWA**

Août 2016 **Cash Pour Protection** Continue en 2022

Août 2020 **PTMs** Dec. 2021

Total des montants distribués	Nombre total de bénéficiaires
\$3,524,000	46,250

380USD couvrant 2 à 3 mois

1. Programme d'aide en espèces à usages multiples:

Ce projet s'adresse à des ménages très vulnérables dans l'ensemble du pays, auxquels est fournie l'aide PTM afin de les aider à répondre à leurs besoins fondamentaux. Bien que l'aide PTM soit la principale composante de ce programme, l'effet des espèces sur les résultats en matière de protection de l'enfance est mesuré par le suivi post-distribution.



2. Programme d'aide en espèces pour la protection

Ce projet est conçu pour réduire le travail des enfants en fournissant un ensemble de mesures d'aide composé d'activités TM et CP. Les transferts monétaires (TM) ont été conçus pour compenser le revenu que l'enfant gagne jusqu'à ce qu'une solution alternative appropriée soit identifiée, tout en garantissant que la sécurité et le bien-être des enfants ne seront pas compromis au cours du processus. L'évaluation menée par l'équipe de protection de l'enfance / gestion des cas détermine les circonstances et la durée de l'aide en espèces. Un plan de dépenses est convenu et signé par l'enfant, le ou les tuteurs et le travailleur social. Le plan de dépenses comprend des détails tels que : la raison pour laquelle les espèces sont fournies ; les objectifs convenus en ce qui concerne les conditions de travail de l'enfant (par exemple, interruption du travail ou amélioration des conditions de travail) ; et ce pour quoi les espèces seront employées ainsi que ce pour quoi elles ne seront pas employées.

L'objectif est de veiller à ce que l'aide en espèces soit utilisée comme convenu et de manière à garantir la sécurité et le bien-être de l'enfant. Les équipes chargées de la gestion des cas effectuent des évaluations de suivi pour déterminer comment le soutien en espèces est utilisé et si le problème de protection a été résolu. L'aide en espèces n'est pas accordée aux ménages dont les enfants travaillent encore, sauf si un plan alternatif a été mis en place pour assurer la sécurité et le bien-être des enfants.

Une composante supplémentaire de ce programme est l'appui aux moyens de subsistance et à la protection de l'enfance intitulée « Améliorer les perspectives des réfugiés et des communautés d'accueil vulnérables au Liban ».

Les adolescents ciblés par cette intervention ont entre 14 et 17 ans et sont exposés à de multiples formes de privation, notamment la pauvreté, l'exploitation et l'exposition à d'autres formes de violence telles que la violence basée sur le genre. L'intervention se concentre spécifiquement sur les enfants engagés dans les pires formes de travail des enfants (PFTE) et les enfants en situation de handicap. L'une des principales innovations de ce projet consiste non seulement à soutenir les enfants (travailleurs), mais aussi à aider leurs tuteurs en leur proposant d'autres moyens de subsistance, afin qu'ils ne soient plus obligés d'envoyer leurs enfants travailler.

3. Le programme d'aide au bien-être des enfants (CWA)

Cette initiative regroupe des programmes holistiques « Cash Plus » destinés aux familles. Grâce à la distribution d'une aide en espèces, au référencement et aux activités de conseil, le projet permet l'accès à la santé, à la nutrition (en particulier l'alimentation du nourrisson et du jeune enfant (IYCF)), à l'apprentissage, à la sécurité et à un environnement favorable. Les familles éligibles reçoivent un ensemble complet de mesures, à savoir :

- 12 mois d'aide en espèces (valeurs de transfert calculées sur la base du nombre d'enfants, conformément aux valeurs du panier de dépenses minimum de survie (SMEB), utilisées par le groupe de travail national inter-institutions sur l'aide de base) ;
- Conseils en gestion financière, à l'aide de la boîte à outils « Money Matters » ;
- Messages nutritionnels portant spécifiquement sur l'alimentation IYCF ;
- Référencement auprès des services sociaux ou d'autres formes de soutien, en fonction des besoins identifiés (activités de soutien en matière de santé mentale et psychosociale (MHPSS) pour les tuteurs et les enfants, gestion des cas, retour à l'école (réinsertion), espèces pour le paiement du loyer ou autres aides au logement, etc.)

Détails des transferts monétaires - priorités établies par le programme « Cash pour Protection »

Modalité : transferts monétaires inconditionnels

Durée : (jusqu'à) 6 transferts monétaires mensuels

Valeur des transferts : les valeurs des transferts dépendent du score socio-économique du ménage, qui fait appel à des données tirées des PTM (score du Système de l'Information sur l'Assistance aux Réfugiés (RAIS en anglais) pour les personnes inscrites auprès du HCR) ou tirées d'un nouveau questionnaire (en l'absence de score RAIS), et de l'aide qu'elles reçoivent déjà d'autres agences :

- Les ménages les moins vulnérables recevront : 110 \$ pour compenser le revenu mensuel moyen du ménage
- Les ménages modérément vulnérables recevront : 110 \$ pour compenser le revenu mensuel moyen du ménage
- Les ménages hautement vulnérables recevront : 175 \$ pour compenser l'aide MPC qu'ils ne reçoivent pas
- Les ménages sévèrement vulnérables recevront : 175 \$ pour compenser l'aide MPC qu'ils ne reçoivent pas
- Les ménages sévèrement vulnérables recevront : 175 \$ + 110 \$ pour compenser l'aide MPC qu'ils ne reçoivent pas et le revenu mensuel moyen de l'enfant travailleur
- Les ménages sévèrement vulnérables recevront : 110 \$ pour ceux qui bénéficient déjà de l'aide MPC et pour compenser le revenu mensuel moyen de l'enfant travailleur.

Les montants fournis fluctuent en fonction de la situation économique et ont été décidés en coordination avec les équipes chargées de la protection et des transferts monétaires au Liban.

Mécanisme de distribution : retraits par carte bancaire (GAB), puis transfert monétaire en ligne.



MÉTHODOLOGIE DE CIBLAGE - focus sur le programme « Améliorer les perspectives des réfugiés et des communautés d'accueil vulnérables au Liban »

Le ciblage associe l'approche de la gestion des cas et une évaluation de la vulnérabilité des enfants afin d'identifier les enfants et les familles qui pourraient bénéficier d'une aide en espèces. Le processus de ciblage est conçu pour identifier les groupes suivants dans le grand Beyrouth :

- Mineurs non accompagnés et séparés, et ménages ayant un enfant pour chef de famille ;
- Ménages comptant des filles et des garçons vulnérables qui sont impliqués dans le travail des enfants ou risquent de l'être, et dans les pires formes de travail des enfants ;
- Ménages qui dépendent d'un soutien de famille adolescent ;
- Ménages comptant des enfants vulnérables ou des tuteurs en situation de handicap ;
- Ménages dont les enfants (en particulier les filles) pourraient être exposés à des risques de mariage d'enfants
- Ménages dont les enfants présentent d'autres vulnérabilités spécifiques, une absence de résidence légale, ou comptant des enfants exposés à des risques de violence
- Ménages dirigés par des femmes seules avec leurs enfants

Tout d'abord, ces enfants sont identifiés par SC directement, par le biais des référencements effectués vers les programmes étendus de protection de l'enfance (c'est-à-dire les programmes d'éducation de SC et d'autres programmes sectoriels), ainsi que par des partenaires locaux existants effectuant des signalements. Ensuite, l'outil de sélection du travail des enfants en vue de l'aide en espèces est utilisé pour évaluer les vulnérabilités et les risques pesant sur les enfants, en utilisant des critères tels que les heures de travail, le type de travail, et tout préjudice éventuellement subi au travail et sur le plan de l'éducation. Si l'enfant obtient un score de 70 % ou plus, le ménage peut bénéficier d'une aide en espèces.

Preuves émergentes - tirées des PTM au Liban

Le programme d'aide PTM était composé de divers projets d'aide MPC, dont la durée et la conception variaient. L'analyse ci-dessous est une agrégation des données recueillies à travers les suivis PDM de tous les projets.

Le pourcentage de ménages ayant déclaré avoir recours à des stratégies d'adaptation négatives a diminué après réception de l'aide en espèces, et ce pour presque toutes les stratégies négatives. Rien n'indique que l'aide PTM ait eu un impact négatif fortuit sur les enfants.

Travail des enfants

➔ Une réduction de 2% du travail des enfants a été statistiquement attribuée à l'effet des transferts monétaires (TM), constatée par les suivis PDM compilés par le bureau pays entre janvier 2021 et juin 2021, et

Mariage d'enfants

➔ Une réduction de 0,3 % des mariages d'enfants a été statistiquement attribuée à l'effet des transferts monétaires (TM) (même source de données).

Une analyse plus poussée a été menée pour déterminer si les différences de conception de chaque projet d'aide MPC ont entraîné des différences dans les résultats en matière de protection de l'enfance. Il en ressort que :

1 Plus le projet est long, plus l'impact sur la réduction du travail des enfants et des mariages d'enfants est élevé : par exemple, la proportion de la réduction du travail des enfants et des mariages d'enfants dans les projets à Beyrouth proposant principalement une aide d'urgence en espèces était plus faible que dans les projets fournissant une aide MPC plus longue et plus régulière.

2 L'intégration de l'aide MPC à d'autres secteurs a également contribué positivement à la réduction du travail des enfants : les bénéficiaires recevant l'aide MPC intégrée à d'autres secteurs ont eu tendance à réduire davantage le recours au travail des enfants comme stratégie d'adaptation négative, par rapport aux ménages qui n'ont reçu que l'aide MPC. Cependant, une telle corrélation n'a pas été constatée pour les mariages d'enfants.

3 Les projets multisectoriels incluant l'aide MPC, mais non intégrés à l'aide MPC, n'ont pas contribué de manière significative à la réduction du travail des enfants ou des mariages d'enfants : la présence de multiples secteurs dans le cadre du programme d'aide MPC n'a pas entraîné une diminution du travail des enfants ou des mariages d'enfants qui soit statistiquement significative

Analyse des dépenses

Proportion du transfert monétaire qui aurait été dépensée pour les enfants (à droite), en fonction du pourcentage de répondants (à gauche)



L'analyse des dépenses montre que, même dans les programmes d'aide MPC génériques visant essentiellement à satisfaire les besoins fondamentaux du foyer, certains bénéficiaires (près de 40 %) choisissent tout de même d'investir tout ou partie de leur transfert en faveur de leurs enfants (par exemple, dans l'achat de fournitures scolaires).



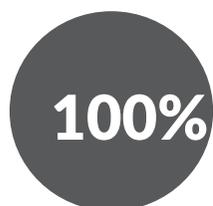
Il est particulièrement intéressant de tenir compte de ce point lors de la conception des paniers de dépenses minimums, où les besoins des membres du foyer sont souvent considérés de manière égale (par opposition à la conception « adaptée aux enfants », qui inclut également des dépenses spécifiques aux enfants dans les calculs des paniers MEB).



Preuves émergentes - issues de "Cash pour Protection"

L'intervention Cash pour Protection combine la gestion des cas et le soutien en TM pour les enfants impliqués dans le travail des enfants. Contrairement au programme d'aide MPC analysé précédemment, les transferts monétaires (TM) du programme Cash pour Protection ont été conçus spécifiquement pour atteindre les résultats attendus en matière de protection de l'enfance. Ils ont été évalués à l'aide d'une « d'un cadre d'analyse amélioré de la situation » afin de mieux comprendre le point de vue de l'enfant, des tuteurs et du travailleur social sur leur bien-être et leurs préoccupations en matière de protection depuis le début de l'intervention. La taille de l'échantillon en ce qui concerne cette analyse comprend tous les ménages dont les enfants sont impliqués dans le travail des enfants et qui ont bénéficié d'une aide Cash pour Protection sur une période de 6 mois.

Travail des enfants



Avant l'intervention

à



Après l'intervention

% d'enfants impliqués dans le travail des enfants. Les 81

% d'enfants impliqués dans le travail des enfants avant l'intervention ont été écartés du travail des enfants pour un minimum de 3 mois consécutifs.

➔ **83% (15/18) des enfants encore impliqués dans le travail des enfants travaillent cependant dans de meilleures conditions**

L'analyse montre que la combinaison des transferts monétaires (TM) et de gestion des cas a permis une réduction drastique du travail des enfants (81 % de réduction) et constitue par conséquent une modalité de réponse appropriée et efficace pour traiter ce risque en matière de protection de l'enfance. Le programme Cash pour Protection a non seulement fourni aux ménages les moyens financiers nécessaires pour qu'ils soient moins dépendants des revenus de l'enfant, mais il leur a également permis de plaider en faveur de meilleures conditions de travail pour les enfants, ce qui est conforme aux normes minimales de la protection de l'enfance et de l'Organisation internationale du travail (OIT).

Effets sur le ménage

La mise en œuvre des services de protection de l'enfance afin de prendre en compte la dynamique familiale et la détresse des membres individuels de la famille, conjointement avec le soutien monétaire, ont eu un impact significatif sur l'amélioration des relations au sein du foyer.



des enfants ont déclaré une amélioration des relations avec leurs tuteurs depuis le début du programme, tandis que 8 % n'ont signalé aucun changement.



MALI

SIDA-HUM

CONTEXTE



En 2021, la crise humanitaire au Mali s'est amplifiée sous l'effet de l'aggravation du conflit armé dans les régions du centre, du sud et de l'ouest. La crise a été accentuée par les bouleversements politiques marqués par deux coups d'État en août 2020 et mai 2021. L'incertitude persistante de la transition politique affaiblit la capacité de l'État à répondre aux besoins fondamentaux de la population. Plus de 90 % des habitants des zones rurales vivent dans une zone de conflit ou craignent que le conflit ne s'étende à leur localité.

OBJECTIF ET DESCRIPTION DU PROJET



Répondre aux besoins fondamentaux des populations touchées par les conflits armés (personnes déplacées (IDP), personnes rapatriées, familles d'accueil) et protéger les enfants les plus pauvres et les plus marginalisés de toute forme de violence.

Les transferts monétaires sont conçus pour aider les familles à satisfaire leurs besoins fondamentaux, notamment sur le plan de la sécurité alimentaire et des services éducatifs. En outre, les familles touchées bénéficient de la protection de l'enfance et d'un soutien en matière de santé mentale et psychosociale.

Chronologie du projet et du suivi MEAL

Total des montants distribués	Nombre total de bénéficiaires
\$210,000	1,000HH

3 Transferts mensuels - ~70\$/m/HH6

Avril 2021

SIDA-HUM

Mars 2022

PDM3
(387 rép.)
Nov. 2021

Secteurs de programmation



Besoins fondamentaux



Protection de l'enfance

Mécanisme de distribution



Païement mobile



Bankass

MÉTHODOLOGIE DE CIBLAGE

Le ciblage des villages a été effectué dans les chefs-lieux de commune, au cours d'un atelier d'une journée, en étroite collaboration avec les services techniques décentralisés, les autorités municipales et les représentants des ONG travaillant dans la commune, afin de s'assurer que les voix des plus marginalisés sont entendues et de promouvoir l'appropriation et la redevabilité. Les critères de ciblage géographique village par village ont été établis de manière inclusive et participative lors de l'atelier, au cours duquel les participants ont pondéré plusieurs indicateurs de vulnérabilité avec une approche sensible aux conflits et au genre. L'atelier a abouti à une classification des villages guidant directement la sélection des bénéficiaires, et un plan de communication visant à informer toutes les communautés a été conçu conjointement.

Pendant la période de soudure, de juin à septembre, trois transferts monétaires inconditionnels ont été effectués en faveur des ménages très vulnérables composés de personnes déplacées, de rapatriés et de communautés d'accueil. Les bénéficiaires des transferts monétaires ont été intégrés dans le projet éducatif afin d'accroître leur résilience à l'insécurité alimentaire et nutritionnelle. Le montant prévu de chaque transfert est de 36392 XOF (environ 70 \$), ce qui couvre 100 % des besoins calorifiques pour un foyer de six personnes. Les ménages ayant bénéficié d'un transfert monétaire inconditionnel ont été suivis par les membres des comités scolaires afin de vérifier si la fréquentation scolaire avait augmenté.

Mise en oeuvre des TM et intégration de la protection

➔ **84%** des répondants ont déclaré s'être sentis en sécurité à tout moment de la distribution d'espèces (avant, pendant et après la distribution), tandis que 16 % ont déclaré ne pas s'être sentis en sécurité.

Parmi les 16 % de répondants qui ont déclaré ne pas se sentir en sécurité, 21 % des bénéficiaires ont demandé « une plus grande discrétion lors de la distribution d'espèces » et 16 % ont suggéré que la distribution soit organisée foyer par foyer (porte-à-porte) dans le cadre d'une question ouverte. Quelques bénéficiaires ont déclaré que trop de gens se rassemblaient autour du site de distribution d'espèces, tout en recommandant d'espacer les jours de distribution afin de résoudre ce problème.

Aucun des bénéficiaires (sur les 387 interrogés) n'avait entendu parler d'autres bénéficiaires se trouvant dans une situation dangereuse ou violente en lien avec la distribution d'espèces.

Preuves émergentes

➔ **99%** des répondants ont déclaré que les transferts monétaires avaient eu un effet positif sur leur foyer et sur les relations au sein de leur foyer, tandis que 1 % n'a signalé aucun changement.

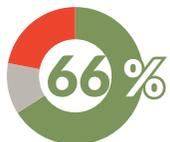
Aspects positifs des transferts monétaires (TM) les plus fréquemment signalés sur le ménage et les relations des répondants au sein de leur foyer (réponses épurées tirées de la question ouverte, tous les répondants)

1. Amélioration des relations, réduction des tensions (49%)
2. Amélioration de la sécurité alimentaire (26%)
3. Amélioration de la santé (9%)



➔ **99%** des répondants ont signalé une **amélioration des relations entre les enfants et les adultes** au sein de leur foyer ou d'autres foyers.

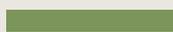
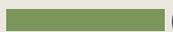
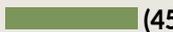
➔ **76%** des répondants ont signalé une évolution du niveau de violence au sein de leur foyer (globalement) depuis qu'ils ont bénéficié des transferts monétaires. Pour 99 % d'entre eux, ces changements étaient positifs.



des répondants ont déclaré que la **sécurité générale de leurs enfants s'était améliorée** après avoir reçu le transfert monétaire, tandis que 12 % n'ont signalé aucun changement et 22 % ont signalé une détérioration. Aucune autre explication n'a été apportée dans le cadre de l'analyse.

Risques de protection les plus couramment signalés à travers l'index réduit des stratégies d'adaptation au sein de la communauté depuis le début des transferts monétaires (TM)

(réponses épurées tirées d'une question ouverte, tous les répondants)

1. Violence basée sur le genre  (58%)
2. Travail des enfants  (54%)
3. Violences physiques  (45%)
4. Mariages d'enfants  (32%)

Education

➔ **82%** des répondants ont déclaré que les transferts monétaires (TM) avaient amélioré l'accès à l'école.

16% des répondants avec enfants (de 6 à 17 ans) ont déclaré que leurs **enfants n'avaient pas été inscrits à l'école** au cours des 30 derniers jours ou des 3 mois précédant l'entretien. Le reste des répondants ont confirmé l'inscription de leurs enfants à l'école. L'effet des transferts monétaires (TM) sur les abandons scolaires n'a pas été évalué par le **biais du suivi PDM**

Travail des enfants

17% des répondants ont déclaré que leurs **enfants avaient dû aller travailler au cours des 30 jours** ou des 3 mois précédant l'entretien, afin de répondre à leurs besoins fondamentaux (mendicité). Sur les 150 enfants qui auraient travaillé, aucune différence de genre significative n'a été observée, avec 78 filles (52 %) et 72 garçons (48 %). L'effet des transferts monétaires (TM) sur le travail des enfants n'a pas été évalué par le **biais du suivi PDM**.

Mariage d'enfants

4% des répondants ont déclaré que leurs enfants s'étaient mariés au cours des 30 derniers jours ou des 3 mois précédant l'entretien. L'effet des transferts monétaires (TM) sur les mariages d'enfants n'a pas été évalué par l'enquête de suivi PDM, mais les participants ont mentionné, en tant que risque de protection de l'enfance réduit, dans d'autres questions du suivi PDM, une réduction des mariages d'enfants depuis le début des TM.



PAKISTAN

Projet pilote Cash pour Protection

CONTEXTE

Le Pakistan est le sixième pays le plus peuplé du monde, et les enfants représentent près de la moitié de sa population. La pauvreté y est endémique, avec 45 % des travailleurs gagnant moins de 2 \$ par jour. Le travail des enfants touche de nombreux enfants au Pakistan, lesquels travaillent de longues heures et occupent des emplois dangereux pour subvenir aux besoins de leur famille. Save the Children aide les enfants à quitter le travail et à retourner à l'école, en aidant les familles à trouver et à développer de nouvelles sources de revenus.

OBJECTIF ET DESCRIPTION DU PROJET

➔ Réduire les risques de protection des enfants engagés ou risquant d'être engagés dans le travail des enfants.

Grâce au programme de Save the Children au Pakistan, les unités de protection de l'enfance (CPU) de six districts des provinces du Punjab et du Sindh fournissent des services de protection aux enfants engagés dans le travail des enfants par le biais de mécanismes de référencement et de services de gestion des cas. La valeur des transferts est de 400 \$ par bénéficiaire sur une période de trois mois, et le programme est accompagné d'une sensibilisation des bénéficiaires/tuteurs ciblés afin qu'ils dépensent les transferts monétaires dans l'achat de biens et/ou services qui répondront aux besoins des enfants et les soustrairont aux environnements de travail dangereux.

Chronologie du projet et du suivi MEAL

Total des montants distribués	Nombre total de bénéficiaires
\$7,058	60

3 Transferts mensuels - \$400/benef (au total)

Oct. 2021

PROJET PILOTE C4P

Dec. 2021

Pre-distribution
FGD

Post-distribution
FGD

Secteurs de programmation



Mécanisme de distribution



Transferts bancaires



MÉTHODOLOGIE DE CIBLAGE

60 enfants engagés dans le travail des enfants : ces enfants sont déjà inscrits dans les bases de données existantes des unités CPU pour la gestion des cas / le soutien à l'orientation dans le cadre de la protection de l'enfance. Parmi le groupe d'enfants engagés dans le travail, le projet se concentre sur la mise en œuvre d'un soutien TM aux enfants qui a) risquent d'être envoyés au travail, b) risquent d'abandonner l'école en raison du travail des enfants, c) sont inscrits à l'école mais n'ont pas pu maintenir un taux de fréquentation d'au moins 75 % en raison de leur engagement dans le travail, d) sont actuellement engagés dans le travail, ce qui les empêche de participer à des projets éducatifs, et e) aux parents/tuteurs qui s'engagent à amener les enfants à passer d'un environnement de travail nuisible à un environnement de travail décent.

Mise en oeuvre des TM et intégration de la protection

- Alors que les discussions FGD avant distribution avec les tuteurs n'ont pas permis d'identifier des risques majeurs liés à la réception et à l'utilisation du transfert monétaire, les discussions FGD après distribution ont révélé que les tuteurs n'étaient pas en mesure de choisir librement comment dépenser leurs espèces. Cela est dû aux mécanismes de prêt informels qui sont courants dans les communautés rurales très unies. Les autres membres de la communauté étant souvent informés du fait qu'un ménage reçoit un transfert monétaire, une pression peut être exercée sur celui-ci afin qu'il rembourse les prêts informels existants ou qu'il prête à la famille et aux voisins.
- Lorsque les espèces sont reçues via le système de monnaie électronique, un SMS en anglais est envoyé sur le téléphone du destinataire. La plupart des tuteurs étant dépendants d'autres membres de la communauté pour interpréter ces messages et les aider à retirer les espèces, les tuteurs étaient davantage exposés au risque d'être mis sous pression pour rembourser des dettes existantes ou prêter de l'argent à d'autres personnes.
- Les discussions FGD après distribution ont également montré la nécessité de sensibiliser les tuteurs aux risques, car ceux-ci ne considéraient pas la déduction d'argent par les agents de banque mobile de gré à gré (OTC) comme une pratique déloyale.

Preuves émergentes (conclusions issues des discussions FGD)

- ➔ **100%** des enfants pris en charge ont commencé à fréquenter l'école régulièrement.
- ➔ L'école de filles de Toba Tek Singh est passée du niveau primaire (jusqu'à la cinquième année) au niveau élémentaire (jusqu'à la huitième année), suite aux demandes d'inscription des filles bénéficiaires.
- ➔ Les familles étaient déterminées à mettre fin au travail des enfants, en trouvant d'autres sources de revenus et en maintenant les enfants à l'école.
- ➔ Les enfants ne travailleraient vraisemblablement plus dans les secteurs suivants : agriculture, aide domestique, fabrication et réparation, services.

Utilisation la plus couramment signalée des transferts monétaires

- Fournitures scolaires
- Transport
- Alimentation
- Médicaments
- Factures de services



PERU

Aide "PTM+" pour aider les migrants vénézuéliens vulnérables en transit, ainsi que les migrants vénézuéliens souhaitant rester, à s'installer de manière sûre et digne

CONTEXTE

Depuis 2015, la situation économique et politique du Venezuela a entraîné une hyperinflation, une envolée des niveaux de chômage et une insécurité alimentaire, ce qui a poussé un nombre sans précédent de personnes à fuir le pays. En 2021, plus d'un million de migrants vénézuéliens se trouvaient au Pérou, principalement des femmes avec de jeunes enfants et de jeunes adultes. À leur arrivée, les vénézuéliens étaient aux prises avec des défis de taille au moment de commencer leur nouvelle vie, et ces difficultés ont été exacerbées par la pandémie de COVID-19.

OBJECTIF ET DESCRIPTION DU PROJET

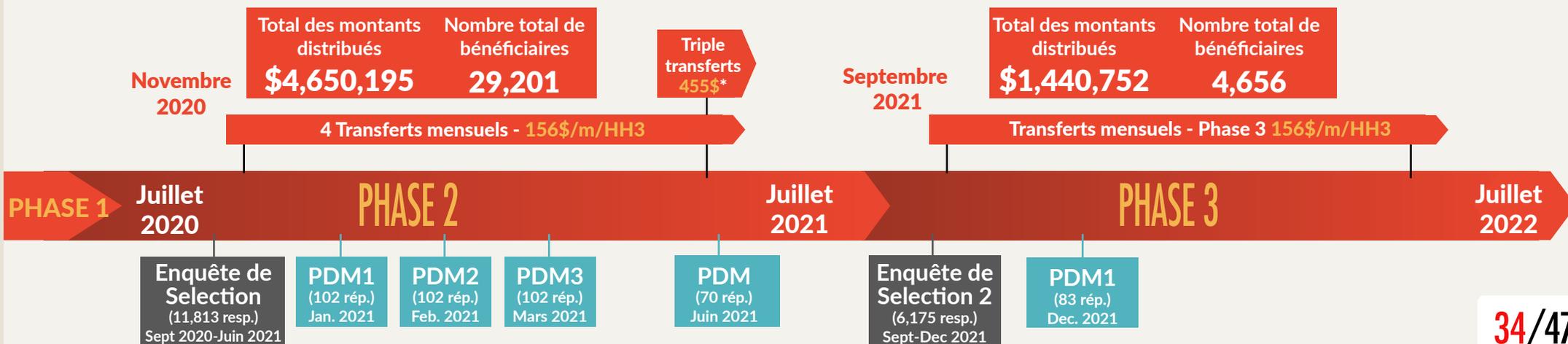
➔ Fournir une aide vitale aux migrants vénézuéliens vulnérables et à risque, afin de couvrir leurs besoins fondamentaux tout au long de leur parcours de migration et de leur installation au Pérou, ainsi que des interventions pour l'octroi de compléments nutritionnels.

Ce projet fournit une aide monétaire à usages multiples aux migrants vénézuéliens vulnérables et à risque, afin de les aider à répondre à leurs besoins fondamentaux et à réduire l'adoption de mécanismes d'adaptation négatifs qui pourraient mettre leur famille et leurs enfants en danger. Des services de complément nutritionnel ont également été fournis aux femmes enceintes et allaitantes, afin de garantir des pratiques alimentaires appropriées pour elles et leurs enfants de moins de cinq ans, dans le but d'améliorer l'état nutritionnel des nourrissons et des jeunes enfants et d'améliorer leur bien-être. Cette intervention complémentaire couvre les besoins en matière de santé, de moyens de subsistance et de protection apportant ainsi une réponse globale à la même population cible.



Deux formes d'aide MPC sont prévues : une pour les vénézuéliens en transit («aide au transit») et une pour ceux qui sont installés («aide à l'installation»). Les migrants en transit reçoivent une aide MPC ponctuelle pour les aider à terminer leur voyage en toute sécurité et dans la dignité, et à couvrir les frais de transport, de nourriture, d'hébergement temporaire, de communication et d'hygiène de base. Si les vénézuéliens en transit choisissent de s'installer dans l'une des régions où œuvre Save the Children, ils ont la possibilité de demander une aide à l'installation dès leur arrivée à destination. Les ménages pouvant bénéficier de cette aide reçoivent quatre mois d'aide MPC destinés à couvrir leurs besoins fondamentaux.

La phase 1 du projet a été mise en œuvre pendant 12 mois, de juillet 2020 à juillet 2021, dans cinq régions du Pérou : Piura, Lambayeque, La Libertad, Lima et Arequipa. Ces régions accueillent le plus grand nombre de vénézuéliens dans le pays. Le suivi PDM du mois de juin, en 2021, a couvert deux séries de triples transferts en avril et mai.



MÉTHODOLOGIE DE CIBLAGE

Les bénéficiaires sont initialement identifiés par diverses procédures, à savoir : une auto-identification (demande en ligne de prise en compte pour l'aide MPC, faite directement par le bénéficiaire à Save the Children), une identification directe par Save the Children (lorsque la situation de la pandémie de COVID-19 le permet) ; et des orientations par les agents de SC ou d'autres organisations travaillant avec la population vénézuélienne.

L'éligibilité des ménages est évaluée à l'aide de la « Carte de scores de vulnérabilité », qui comprend des critères démographiques, des critères sociaux et l'insécurité alimentaire. Le processus de ciblage identifie les ménages vénézuéliens comptant des migrants vulnérables (ménages monoparentaux, ménages dirigés par une femme, ménages comptant des femmes enceintes ou allaitantes, personnes en situation de handicap, personnes âgées, personnes dormant dans des espaces publics et ménages utilisant des stratégies de survie négatives, sur la base de l'indice restreint des stratégies d'adaptation (rCSI).

Mise en oeuvre des TM et intégration de la protection

Save the Children a mis en place certaines mesures d'atténuation pour réduire les risques potentiels associés à la distribution des transferts monétaires (TM) au Pérou

- Afin d'éviter les risques de protection lorsque les bénéficiaires se déplacent pour collecter leur transfert monétaire, et les risques liés à la sécurité lors du retour, SC a choisi de travailler avec un prestataire de services financiers qui possède de nombreuses agences dans les cinq régions où le projet sera mis en œuvre.
- Une communication directe régulière avec les bénéficiaires, par le biais de différents canaux (appels d'inscription, sessions de soutien psychologique, suivi après distribution).
- Les enquêtes de suivi PDM comprennent des questions visant à détecter les cas de violence basée sur le genre, les conflits au sein du foyer ou entre foyers, ou les changements dans la dynamique familiale suite à la réception des transferts monétaires.
- Le personnel de Save the Children est formé pour orienter les bénéficiaires vers le système de protection national.
- Un mécanisme en ligne pour déposer des plaintes et demander des informations et une ligne d'assistance téléphonique pour les bénéficiaires.

➔ **Moins de 3 % (11/376) des bénéficiaires ont signalé des difficultés ou des situations dangereuses suite à la réception de leurs distributions d'espèces.**

Ces situations concernaient majoritairement des difficultés à assurer la garde d'enfants lorsque les bénéficiaires devaient récupérer leur transfert monétaire (certains tuteurs laissaient leurs enfants seuls, d'autres les emmenaient avec eux au site de distribution d'espèces). D'autres bénéficiaires ont déclaré qu'ils avaient « peur de transporter les espèces chez eux », mais personne n'a signalé avoir été volé ou avoir été victime de violence à la suite du transfert monétaire.

Preuves émergentes

Effets sur le ménage et le bien-être des enfants

 **96%** des répondants ont déclaré que les transferts monétaires avaient **amélioré les relations au sein de leur foyer**, et 4 % n'ont signalé aucun changement (moyenne pondérée).

Le programme d'aide MPC a aidé les familles à répondre à leurs besoins fondamentaux, contribuant ainsi à créer un environnement plus sûr et moins stressant pour les enfants. Lorsque l'on a demandé aux bénéficiaires au Pérou : « En quoi le fait de recevoir des espèces a eu un effet positif sur votre foyer ? », les quatre principaux effets positifs cités étaient : la nourriture (35 %), le logement/loyer (16 %), la réduction des dettes (8 %) et une diminution du stress (8 %). Certains bénéficiaires ont indiqué que les espèces avaient également réduit la nécessité de faire travailler les enfants.

“
« J'ai pu acheter de la nourriture et des vêtements pour mon bébé et j'ai pu rembourser mes dettes. »

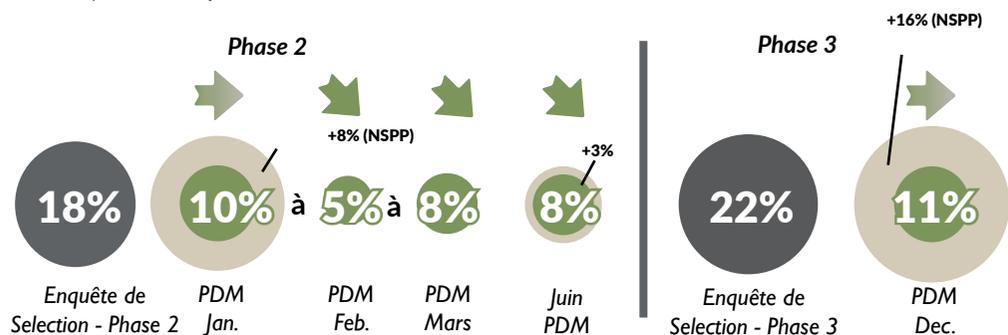
“
« Grâce à l'argent, mon fils adolescent ne sort plus pour vendre des gâteaux comme il le faisait avant. »

“
« Cela nous a apporté la tranquillité d'esprit et la stabilité et a amélioré l'alimentation des enfants. »

 **94%** des répondants ont déclaré que la **sécurité générale de leurs enfants s'est améliorée** depuis qu'ils ont reçu les transferts monétaires (moyenne pondérée).

Travail des enfants

% des répondants déclarant que **les enfants avaient travaillé** au cours des 30 jours précédant l'entretien, soit régulièrement (chaque semaine), soit fréquemment (plus d'une fois par semaine), afin de répondre aux besoins fondamentaux.



L'analyse des deux phases des programmes montre que, dans **l'ensemble, les cas de travail des enfants auraient diminué suite à la réception des transferts monétaires (TM)**. Néanmoins, dans le premier suivi PDM de chaque phase, une proportion relativement importante de répondants (8 % pour la phase 2 et 16 % pour la phase 3) a préféré ne pas répondre à la question, ce qui nuance le résultat. L'analyse du suivi PDM de juin suggère qu'une valeur de transfert plus élevée (triple transfert) était aussi efficace pour réduire le travail des enfants que les transferts mensuels réguliers. Cependant, en raison du manque de suivi, il n'a pas été possible d'établir si cela reste applicable après 2 ou 3 mois (en d'autres termes, si le travail des enfants a repris dans les mois qui ont suivi les triples transferts).

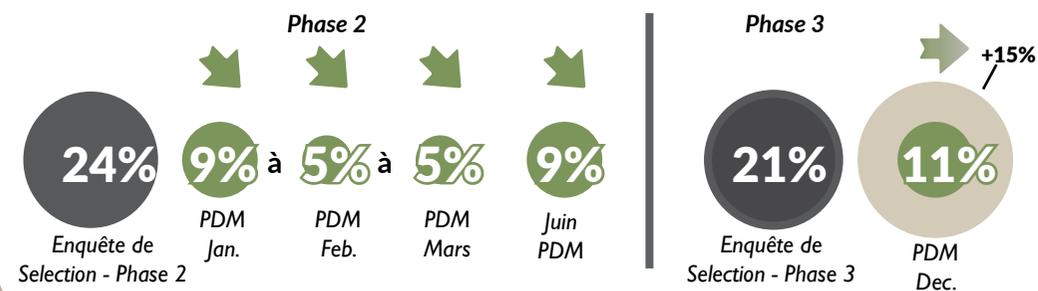
Une désagrégation plus poussée parmi les répondants signalant le travail des enfants montre que plus la proportion d'insécurité alimentaire au sein des ménages, telle que mesurée par l'indice restreint des stratégies d'adaptation (rCSI), est élevée, plus la proportion du travail des enfants l'est aussi, bien que l'écart soit faible.

% des répondants déclarant que les **enfants ont dû aller travailler au cours des 30 jours** précédant l'entretien, soit régulièrement (chaque semaine), soit fréquemment (plus d'une fois par semaine), afin de répondre aux besoins fondamentaux, par rapport à l'indice rCSI signalé par le ménage (HH) (les résultats présentés ici incluent les réponses « NSPP »).



Abandons scolaires

Pourcentage des répondants déclarant **avoir dû retirer leurs enfants de l'école** au cours des 30 jours précédant l'entretien en raison d'un manque d'argent



Dans l'ensemble, par rapport à la situation telle qu'elle était avant les transferts, **beaucoup moins de répondants ont déclaré avoir dû retirer leurs enfants de l'école après avoir reçu des transferts monétaires** (en comparaison avec les résultats des enquêtes de sélection). Néanmoins, les résultats de la deuxième phase doivent être nuancés, car une proportion relativement importante de répondants (15 %) a préféré ne pas répondre à la question. En ce qui concerne la Colombie, il faut également tenir compte du fait que le mois de décembre a coïncidé avec les vacances scolaires ainsi qu'avec un pic de cas de COVID.

Une désagrégation plus poussée montre que les ménages de la phase 2+ IPC (en situation de stress, de crise, d'urgence ou de famine selon l'indice rCSI) présentent des taux d'abandons scolaires plus élevés que les ménages de la phase 1 IPC (IPC = classification intégrée des phases de la sécurité alimentaire).

Pourcentage de répondants ayant déclaré **avoir dû retirer leurs enfants de l'école au cours des 30 jours précédant** l'entretien en raison d'un manque d'argent, par rapport à l'indice rCSI signalé (les résultats présentés ici incluent les réponses « NSPP »).



Analyse des dépenses

Les trois principales dépenses des ménages les plus citées

1. Alimentation (95%)
2. Loyer (80%)
3. Frais médicaux (28%)



SOMALIA

Projet « briser les barrières et améliorer l'accès »

CONTEXTE

La Somalie accueille environ 1,6 million de personnes déplacées (IDP), vivant dans des sites IDP surpeuplés et dépourvus de services de base, souvent touchés par les incendies, les inondations et la propagation de maladies transmissibles. Les sites IDP sont également sujets à des expulsions, car la plupart sont installés sur des terrains privés ou publics. Les personnes déplacées à Baidoa comptent parmi les plus exposées aux expulsions forcées, avec environ 200 000 personnes concernées chaque année. En outre, les personnes en situation de handicap en Somalie courent un risque plus élevé de ne pas avoir accès aux services de base. À Baidoa, on estime à 5 000 le nombre d'enfants en situation de handicap. Une enquête sur la protection de l'enfance a révélé qu'au cours de la période de pandémie de COVID-19, une augmentation des violences sexuelles et des violences basées sur le genre, ainsi qu'une augmentation des abus physiques et émotionnels sous l'effet de la détresse infligée aux tuteurs, et des stratégies d'adaptation inadaptées, ont été constatées.

OBJECTIF ET DESCRIPTION DU PROJET

Les enfants et leurs familles touchés par la sécheresse et les conflits, y compris les enfants et les personnes en situation de handicap, sont protégés et leur bien-être et leur résilience sont renforcés par des transferts monétaires appropriés, des interventions de protection de l'enfant et de renforcement des capacités.

Chronologie du projet et du suivi MEAL

Total des montants distribués	Nombre total de bénéficiaires
\$560,000	1,400HH

8 Transferts mensuels - ~50\$/m/HH

Avril 2020

"BREAKING BARRIERS"

Sept. 2021

Evaluation finale
(522rép.)
Oct. 2021

Secteurs de programmation

Besoins fondamentaux



Nutrition



Sécurité alimentaire



Protection de l'enfance



Moyens de subsistance

Mécanisme de distribution



Paiement mobile

Baidoa

Le projet a été mis en œuvre dans le district de Baidoa en Somalie, ciblant les ménages les plus vulnérables, en particulier ceux comptant une ou plusieurs personnes en situation de handicap.

Le projet visait spécifiquement à fournir une protection de revenus pendant les périodes de soudure afin d'améliorer l'accès à la nutrition pour les enfants et leurs familles, y compris les enfants et adultes en situation de handicap, en fournissant 8 transferts monétaires inconditionnels mensuels de 50 \$ à 1 400 ménages.

Il visait également à protéger les filles et les garçons de toute violence par des actions de prévention et des mesures d'intervention, ainsi qu'à améliorer les connaissances, les capacités et les outils des acteurs de la société civile afin de mettre en œuvre des programmes inclusifs et de promouvoir les droits des personnes et des enfants en situation de handicap. Les activités consistaient à soutenir les groupes d'enfants, à fournir des services de gestion des cas, à développer les capacités des groupes de soutien par les pairs, à mener un dialogue communautaire, à former le personnel, à créer des « espaces amis des enfants » et à déployer le programme « Parentalité sans violence » (Parenting without Violence, en anglais).

MÉTHODOLOGIE DE CIBLAGE

Les ménages les plus vulnérables ont été ciblés, en mettant l'accent sur les ménages comptant des personnes en situation de handicap. Le projet utilisait une approche de ciblage à double niveau qui faisait appel au ciblage communautaire et à la vérification (porte-à-porte) par le personnel de SC pour sélectionner les bénéficiaires en fonction de leurs besoins et en utilisant un outil d'évaluation en matière d'inclusion du handicap. Cette approche a été jugée pertinente, par une évaluation externe, pour atteindre les objectifs du projet.

Dans le cadre du ciblage communautaire, les comités de protection de l'enfance existants ont été impliqués dans l'identification des bénéficiaires éligibles. Ces comités sont composés de neuf à onze membres, qui représentent la communauté sur une base volontaire et ne bénéficient pas des activités du projet. À l'issue d'une formation, les comités de protection de l'enfance ont été impliqués dans l'identification des bénéficiaires éligibles, au moyen de critères tels que : les ménages dirigés par des femmes, les enfants non accompagnés, les enfants en situation de handicap, les adultes en situation de handicap, les enfants non scolarisés et les mariages précoces, etc. Après la sélection par le comité de protection de l'enfance, une vérification a été effectuée par le personnel de SC.

Mise en oeuvre des TM et intégration de la protection

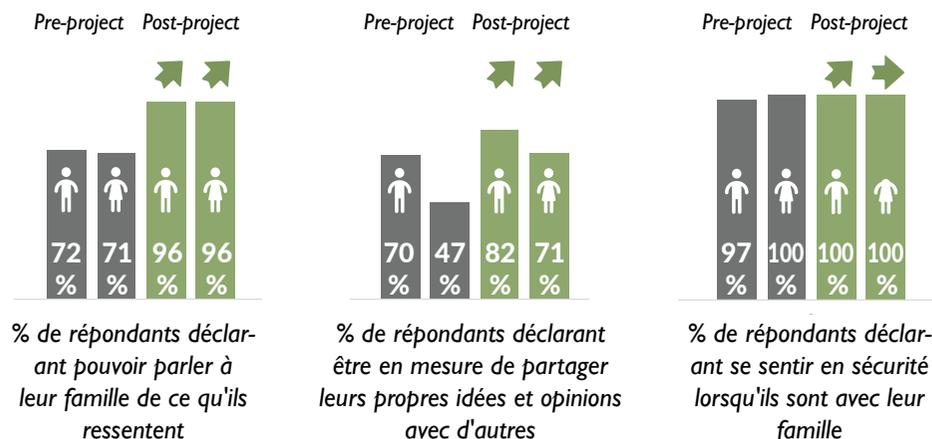
Les informateurs clés ont noté que les transferts monétaires mobiles étaient adaptés au contexte, **car ils sont plus faciles d'accès pour les bénéficiaires et réduisent les longues files d'attente et les problèmes de sécurité** qui se poseraient si les transferts avaient lieu dans des endroits physiques. L'utilisation des transferts monétaires mobiles est une leçon tirée d'autres projets menés sur des sites physiques, où des transferts par le biais du système Hawala, et par coupons, étaient sujets à des pertes et exposaient les enfants et les familles à des problèmes de harcèlement et liés à la protection. Par conséquent, sur la base des enseignements tirés des projets précédents, les informateurs clés ont noté que les bénéficiaires préféraient les transferts monétaires mobiles. **Cela a été confirmé par 99 % des bénéficiaires interrogés à la fin du projet, qui ont indiqué leur préférence pour les transferts mobiles.**



Preuves émergentes

Bien-être des enfants

% Pourcentage de garçons (colonnes de gauche) et de filles (colonnes de droite) répondants qui déclarent avoir **gagné en confiance, en bien-être et en communication avec les adultes.**



L'évaluation du projet a révélé que les enfants faisaient état d'une plus grande confiance en eux, d'un plus grand bien-être et d'une meilleure communication avec les adultes par rapport à la situation telle qu'elle était avant la mise en œuvre du projet.

Ces résultats sont d'autant plus pertinents qu'il a été noté par les informateurs clés que les châtimements corporels comme moyen de discipliner les enfants sont largement acceptés dans la communauté et que la communication ouverte entre parents et enfants n'est pas chose courante. Les enfants, quant à eux, ne disposent pas d'un moyen par lequel ils pourraient faire part de leurs plaintes à leurs parents. Ceci a été confirmé par une bénéficiaire qui a déclaré qu'avant les sessions du programme « Parentalité sans violence » (Parenting without Violence, PwV), elle pensait que le rôle des parents dans l'éducation était de battre et maltraiter les enfants.

Cependant, les données recueillies après la mise en œuvre du projet montrent que les pratiques parentales n'ont pas changé de manière significative, en dépit de quelques changements positifs anecdotiques. Toutefois, le projet a permis d'identifier et d'orienter les enfants vers des services de gestion des cas, et des distributions de kits de dignité.

Effets sur le ménage

Voici quelques exemples de réactions des bénéficiaires :

“

Le projet a produit de grands changements qui peuvent être ressentis sur le plan émotionnel et constatés physiquement. Nous mangeons en famille trois fois par jour, contrairement à ce qui se passait avant que Save the Children ne commence à nous soutenir. Nous avons une bonne hygiène, nos enfants apprennent bien, et nous menons une vie normale comme les autres familles de la communauté grâce au transfert monétaire reçu de Save the Children.»

“

Nous avons (...) bénéficié du transfert monétaire grâce auquel j'ai acheté beaucoup de choses comme des spaghettis, du riz, du lait et de la farine. J'ai également inscrit les enfants à l'école et aux cours.»

Travail des enfants

Au cours des discussions avec les informateurs clés et les bénéficiaires, l'approche « Cash+ » a été reconnue pour avoir répondu de manière globale aux besoins des bénéficiaires.

Les informateurs clés ont noté qu'auparavant les bénéficiaires ne prenaient pas les séances de sensibilisation au sérieux, mais comme leurs besoins fondamentaux sont couverts par les transferts monétaires, ils sont maintenant en mesure de modifier leurs priorités et de passer de la satisfaction des besoins de survie à la satisfaction progressive des besoins de bien-être. Il a donc été observé que les volets « espèces » et « protection de l'enfance » étaient des composantes complémentaires. Les informateurs clés ont noté que pour favoriser le bien-être des enfants, il faudrait fournir aux parents des moyens de secours, ce que permettent les transferts monétaires inconditionnels.

En outre, les bénéficiaires ont déclaré que, grâce à l'aide en espèces, ils n'avaient plus à mendier ou à effectuer des travaux pénibles, qui constituent des stratégies d'adaptation négatives pouvant exposer les enfants à des risques d'exploitation et liés à la protection. Cela suggère que des transferts monétaires réguliers, fournis pendant de longues périodes (dans ce cas, 8 mois), et associés à des programmes éducatifs et de changement de comportement, peuvent contribuer à réduire ces risques liés à la protection de l'enfance. Les entretiens avec les informateurs clés, menés dans le cadre d'une évaluation externe, ont permis de révéler que les participants aux projets ne pensent pas que les résultats obtenus dans le cadre des projets pourraient être meilleurs avec une autre modalité d'aide qu'un programme intégré de soutien en espèces et de protection de l'enfance.

LEÇONS APPRISSES

Si l'approche intégrée s'est avérée efficace et appréciée par les bénéficiaires, elle a également posé des défis à l'équipe du projet. L'intégration des activités de sécurité alimentaire et de protection de l'enfance exige que ces deux départements travaillent main dans la main et brisent le cloisonnement entre équipes.

Cela a été fait dans une certaine mesure, mais avec des améliorations possibles en termes de communication et de collaboration entre ces deux équipes. Dans le cadre des résultats du projet, par exemple, les deux volets sont restés largement séparés, tandis que des indicateurs plus communs pour souligner les résultats obtenus auraient pu être trouvés pour renforcer l'intégration.



CONCLUSIONS



Ce rapport présente les pratiques actuelles et les preuves émergentes des programmes de Save the Children qui ont utilisé les transferts monétaires (TM) et mesuré les résultats en matière de protection de l'enfance dans des contextes d'urgence. L'étude se fondait sur des données recueillies entre 2019 et 2021, dans dix pays : Albanie, Cambodge, Colombie, Égypte, Guatemala, Liban, Mali, Pakistan, Pérou et Somalie.

Dans les contextes étudiés, il a été observé que les transferts monétaires (TM) avaient un effet positif sur tous les résultats mesurés en matière de protection de l'enfance, tels que le travail des enfants, l'abandon scolaire, les séparations familiales, les relations familiales et le bien-être psychosocial, y compris dans le cadre d'une réponse humanitaire relativement courte (6 à 12 mois). Ces effets positifs sur les résultats en matière de protection de l'enfance corroborent les données probantes existantes qui démontrent que les transferts monétaires (TM) aident les familles à répondre aux besoins fondamentaux, tels que le paiement de la nourriture, du loyer, des vêtements et des chaussures, des frais de santé, etc. La satisfaction des besoins fondamentaux contribuant à améliorer l'environnement général dans lequel vivent les enfants, tant sur le plan matériel que psychologique, il s'agit, tout bien considéré, d'un socle nécessaire au bien-être de l'enfant. **Cependant, l'efficacité des transferts monétaires (TM), s'agissant de répondre aux besoins fondamentaux dans les contextes d'urgence, étant bien établie, ce rapport s'est concentré sur les preuves émergentes de résultats spécifiques en matière de protection de l'enfance**, tels que l'effet sur le travail des enfants, l'abandon scolaire, les relations familiales, le bien-être psychosocial, les séparations familiales et les mariages d'enfants.



Les données examinées montrent clairement que les transferts monétaires (TM) ont eu un effet positif sur la réduction du travail des enfants et des abandons scolaires, ainsi que sur l'amélioration du bien-être psychosocial des enfants et de leurs tuteurs. Il a été observé que les transferts monétaires (TM) réduisaient les séparations familiales, mais cela a été mesuré principalement dans le cadre d'un programme (Cambodge), où son effet positif a été constaté. L'effet des transferts monétaires (TM) sur la réduction des mariages d'enfants s'est avéré être positif, mais minime, et il a été mesuré principalement dans le cadre d'un programme (Liban). Les programmes examinés ici n'étaient pas conçus pour réduire le recrutement d'enfants dans les forces et groupes armés, de sorte qu'aucune donnée probante indiquant l'effet positif (ou négatif) des transferts monétaires (TM) à cet égard n'est présentée ici.



Il convient de remarquer que les preuves présentées ici montrent principalement l'effet de programmes intégrés et complémentaires sur les résultats en matière de protection de l'enfance, et qu'elles ne doivent pas être isolées aux seuls transferts monétaires (TM).

Vous trouverez ci-dessous un résumé de certaines des principales conclusions de cette étude, regroupées sous les différentes catégories de résultats en matière de protection de l'enfance :

Travail des enfants

Les TM ont eu un **effet positif mesurable sur le travail des enfants** en Colombie, au Guatemala, au Liban et au Pérou ; un effet apparemment positif en Somalie et au Pakistan (DG) et un effet neutre dans un pays, le Cambodge, où les taux de travail des enfants sont restés constants. Il convient de noter que les programmes ont été mis en œuvre pendant la pandémie de COVID, et que les effets économiques de cette pandémie, combinés aux fermetures d'écoles, peuvent avoir contribué à ce que le travail des enfants reste stable au Cambodge. Il y a néanmoins eu une réduction considérable du pourcentage de familles au Cambodge déclarant que le **manque d'argent était la raison pour laquelle les enfants devaient travailler** (de 100 % à 73 %), ce qui suggère que les TM ont au moins réduit la pression financière sur les enfants pour qu'ils travaillent. Il est important de remarquer que **l'âge moyen des enfants qui travaillent a augmenté de 2 ans**, passant de 14 ans, avant les remises d'espèces, à 16 ans (après 7 transferts monétaires mensuels). Au Liban, le programme Cash pour Protection a permis de **soustraire 82 % des enfants du travail d'enfants**. Au Pérou, la même valeur en espèces a été transférée à un groupe de bénéficiaires pendant trois mois, et en une seule fois à un second groupe. L'impact sur la réduction du travail des enfants semble être le même dans les deux groupes, mais la proportion des abandons scolaires est restée plus élevée parmi les bénéficiaires n'ayant reçu qu'un seul transfert (d'un montant plus élevé). Dans les autres pays, le travail des enfants n'a pas été mesuré.

Abandons scolaires

La distribution des TM a réduit de **manière marquée les abandons scolaires en Colombie, au Guatemala et au Pérou, et les aurait réduits au Mali et au Pakistan**. En Colombie, le pourcentage de répondants déclarant avoir été amenés à retirer leurs enfants de l'école au cours du mois précédent a considérablement diminué après qu'ils ont bénéficié des TM (de 20 à 13 % et de 14 à 6 %). Au Guatemala, le pourcentage de répondants ayant déclaré avoir dû retirer leurs enfants de l'école est passé de 3 % (avant les transferts monétaires) à 0 %. Au Pérou, beaucoup moins de répondants ont déclaré avoir dû retirer leurs enfants de l'école après avoir reçu des transferts monétaires, par rapport à la situation antérieure à l'aide, avec une **baisse de 15 points de pourcentage** (24 % à 9 %) dans la phase 2 du projet. Au Pakistan, 100 % des enfants ciblés, précédemment impliqués dans le travail des enfants, sont retournés à l'école régulièrement. Au Mali, 82 % des tuteurs ont déclaré que la distribution des TM **avait amélioré l'accès à l'école**. Dans les autres pays, les données sur les abandons scolaires n'étaient pas disponibles.

Relations familiales

Dans tous les programmes qui ont mesuré l'impact des TM sur ce résultat, il a été signalé que les **relations au sein du foyer s'étaient améliorées** (Cambodge, Colombie, Égypte, Guatemala, Mali et Pérou). Par exemple, 99 % des répondants au Mali ont déclaré que les relations au sein de leur famille s'étaient améliorées après qu'ils ont reçu des transferts monétaires, tout comme 96 % des répondants au Pérou et 83 % au Guatemala.

Bien-être psychosocial

La fourniture des TM a **amélioré de manière mesurable le bien-être psychosocial** des enfants bénéficiaires dans tous les programmes où cet indicateur a été mesuré. **Les familles ont déclaré se sentir plus heureuses, moins stressées et moins inquiètes** au Cambodge, en Colombie, au Guatemala, au Mali et au Pérou. Ceci est important, tant pour les mineurs non accompagnés qui reçoivent directement les TM que pour les enfants dont les tuteurs reçoivent les TM. Par exemple, en Albanie, après avoir reçu les TM, 79 % des jeunes Afghans ont déclaré se sentir heureux et 57 % moins inquiets. Au Cambodge, **les bénéficiaires ont déclaré que les sentiments de stress, de tension, d'inquiétude et d'anxiété ont diminué** de 15 points de pourcentage (36 % à 21 %). En Colombie, une nette diminution a été constatée (5 à 18 points de pourcentage) concernant le pourcentage de répondants signalant des **séquelles physiques ou des comportements négatifs inhabituels chez leurs enfants**, comme de la tristesse, de l'agressivité, de la peur, des cicatrices, des ecchymoses, etc. En Somalie, 96 % des filles et des garçons ont déclaré être en mesure de parler à leur famille de ce qu'ils ressentent, contre 72 % avant la réception de l'aide en espèces. Enfin, au Mali, 77 % des répondants ont signalé un changement positif dans le niveau de violence au sein du foyer depuis la mise en place des TM.

Séparations familiales

Cet aspect n'a été mesuré que dans un seul programme (Cambodge), mais l'impact des TM sur la **réduction de la probabilité de séparation familiale était positif**. Au Cambodge, le nombre d'enfants séparés de leurs proches ou tuteurs par manque d'argent a été divisé par plus de deux, passant de 30 % au départ à 7 % après sept transferts mensuels. La réduction des risques de séparation familiale a également été soulignée en Colombie par les participants au programme comme étant un impact positif des TM.

Mariages d'enfants

Mariages d'enfants : dans les programmes examinés, très peu de preuves ont été rapportées quant à l'effet des TM sur ce point. Ce manque de preuves est dû à plusieurs facteurs : les programmes n'ont pas été conçus pour traiter ce risque associé à la protection de l'enfance, l'effet a rarement été mesuré, et les changements, en ce qui concerne les taux de mariage d'enfants, prennent généralement beaucoup de temps. Un seul programme (Liban) a mesuré l'impact des TM sur les mariages d'enfants, et bien que l'effet se soit avéré positif, le changement mesuré était très faible - une réduction de 0,3 % des mariages d'enfants a été statistiquement attribuée à l'effet des TM dans ce cas.

Il est important de noter que **l'impact des TM sur les résultats en matière de protection de l'enfance dépend de la manière dont l'aide est fournie** (durée, valeur de transfert, prévisibilité), ainsi que des services de protection complémentaires disponibles pour les familles. Il existe une multitude de preuves de l'effet positif des TM sur les résultats en matière de protection de l'enfance dans les contextes de développement, dans lesquels les familles reçoivent généralement des transferts monétaires de manière régulière et prévisible sur une période relativement longue (par exemple 2 ans). Il n'est pas surprenant que les TM aient un impact plus important sur les résultats en matière de protection de l'enfance lorsque : la valeur de transfert est plus élevée, les TM sont mis en œuvre sur une plus longue période, de manière régulière et prévisible, et le contexte est stabilisé. Lorsque les TM sont mis en œuvre de cette manière, les familles bénéficient d'un certain niveau de stabilité, ce qui leur permet de planifier et, éventuellement, de faire évoluer certains comportements.

Dans le cadre de la réponse humanitaire, cette étude conclut que **les TM peuvent néanmoins apporter une contribution positive aux résultats en matière de protection de l'enfance**, tels que le travail des enfants, la séparation familiale, les relations familiales et le bien-être psychosocial. Il convient de comprendre que les risques liés à la protection de l'enfance auxquels sont confrontées les familles sont le résultat d'une multitude de facteurs et de critères culturels et socio-économiques sous-jacents qu'il est difficile de modifier durablement en peu de temps et dans un contexte instable. L'effet des TM est généralement positif, mais les changements observés au niveau de certains risques liés à la protection de l'enfance (comme les mariages d'enfants) peuvent être d'une ampleur relativement faible, lorsqu'ils sont mesurés sur de courtes périodes de temps. On peut soutenir que de plus grands changements dans les résultats en matière de protection de l'enfance pourraient être apportés par un financement plus prévisible et une planification pluriannuelle de la réponse humanitaire, mais ceci est reconnu comme un problème plus large qui affecte le secteur humanitaire dans son ensemble et n'est pas spécifique à la protection de l'enfance ou aux TM.



RECOMMANDATIONS POUR LES FUTURES ACTIVITÉS DE COLLECTE DE DONNÉES PROBANTES SUR LES TM ET LA PROTECTION DE L'ENFANCE



Intégrer systématiquement les indicateurs clés standard en matière de protection de l'enfance (adaptés au contexte) dans les outils MEAL des TM, quelle que soit la conception des TM. Cela peut augmenter la disponibilité des données et aider à générer des preuves sur l'étendue des effets positifs que les TM engendrent sur les résultats en matière de protection de l'enfance.

Des preuves supplémentaires sont nécessaires concernant l'impact potentiel des TM sur les risques de mariage d'enfants et de recrutement forcé des enfants dans les forces armées et les groupes armés. L'idéal serait de collecter ces données probantes par le biais d'une conception de programme qui comprend et analyse de manière intentionnelle les moteurs socioculturels et économiques de ces comportements. Le fait de déterminer si les attentes d'une aide continue, par rapport à une aide plus courte mais opportune, visant à répondre à des crises économiques aiguës dans les familles, peuvent influencer ces comportements, permettra de comprendre comment et pourquoi ces décisions sont prises.

Des preuves supplémentaires de l'impact des TM sur la séparation familiale sont nécessaires pour étayer les résultats positifs identifiés dans ce rapport.

Bien qu'il soit important de continuer à rassembler régulièrement des preuves sur les autres résultats en matière de protection de l'enfance, des efforts et une attention particulière doivent être consacrés à ces trois risques liés à la protection de l'enfance présentant les plus grandes lacunes actuelles.

Une analyse comparative est recommandée pour renforcer les preuves recueillies dans ce rapport (et les preuves supplémentaires existantes) sur le travail des enfants et l'abandon scolaire. L'utilisation de groupes témoins (lorsque l'éthique le permet) permettrait de mieux isoler les impacts de la conception des programmes (PTM pour protection, PTM plus protection, PTM seulement, CP seulement) ainsi que l'impact sur chacun des résultats obtenus en matière de protection de l'enfance.

Une analyse plus approfondie devrait également être menée pour mesurer les différences d'impact (le cas échéant) en fonction des conceptions des paniers MEB et des valeurs des transferts.

L'effet de la fréquence et de l'ampleur des transferts sur le comportement et les décisions des familles doit également être étudié, afin de comprendre l'impact que les sommes forfaitaires ou les attentes en matière de régularité des transferts peuvent avoir sur ce qui est considéré comme des considérations socioculturelles à plus long terme. Ceci est essentiel pour la réponse humanitaire, afin de guider la conception des programmes futurs et de fournir des preuves du lien entre aide humanitaire et développement.

Les données recueillies dans le cadre de la gestion des cas sont rarement utilisées en combinaison avec les suivis PDM des TM, afin de mieux croiser et quantifier l'impact des TM sur les résultats spécifiques en matière de protection de l'enfance. Il s'agit là d'une occasion manquée, car la gestion des cas constitue une source unique d'informations qualitatives qui peuvent également être quantifiées (par exemple : nombre de cas de travail des enfants clos après avoir reçu les TM) et qui complètent l'analyse de l'impact global.

Des protocoles de partage d'information et de protection des données sont nécessaires pour permettre un partage sûr des données anonymisées tenant compte des principes de partage de l'information.

Lorsque sont mesurés les résultats en matière de travail des enfants, il est essentiel de saisir les variables qui influencent la gravité du travail des enfants, notamment :

- Âge de l'enfant
- Type de travail
- Fréquence et durée moyenne du travail
- Impact sur le développement et l'accès à l'éducation
- Travail rémunéré ou non rémunéré

Lorsque l'on utilise la collecte et l'analyse de données quantitatives, la notion de travail des enfants peut être subjective et donner lieu à des biais d'analyse. Par exemple, dans certains cas, les parents ont répondu « Oui » à la question : « Votre enfant a-t-il été impliqué dans le travail des enfants au cours des 30 derniers jours? ». Toutefois, lorsqu'on leur a demandé de fournir plus de détails (dans une question ouverte - ces questions ne sont souvent pas analysées), certains parents ont indiqué que l'enfant les accompagnait occasionnellement sur leur lieu de travail ou pendant les vacances scolaires, en raison d'un manque de solutions de garde d'enfants. Cette situation n'est pas comparable aux cas d'enfants impliqués dans les pires formes de travail des enfants, par exemple. Cependant, s'ils ne sont pas formulés correctement dans la conception des enquêtes, les deux cas pourraient être considérés comme similaires au stade de l'analyse, ce qui donnerait lieu à des conclusions biaisées.

Bibliography



- Alliance for Child Protection in Humanitarian Action. (2019). Cash Transfer Programming and Child Protection in Humanitarian Action: Review and opportunities to strengthen the evidence. Available at: <https://resourcecentre.savethechildren.net/library/cash-transfer-programming-and-child-protection-humanitarian-action-review-and-opportunities>
- Battistin, F. and Mishra, A. (2017). Child Outcomes of Cash Transfer Programming: What works and what doesn't for children in humanitarian and development contexts. Available at: <https://resourcecentre.savethechildren.net/document/child-outcomes-cash-transfer-programming-synthesis-evidence-around-survival-education-and>
- Family Care First |REACT. (2021). Supporting Children during Covid-19 Through Cash Transfer (video). Available at: <https://www.youtube.com/watch?v=BCeL1wUPW7s&list=UUITUx2-ltQmZgq7765LYeZw&index=5>
- Family Care First |REACT. (2021). Child-Sensitive Cash and Moyens de subsistance Assistance During COVID-19. Factsheet. <https://www.fcf-react.org/>
- GBV Guidelines. (2021). Guidelines for Integrating Gender-Based Violence Interventions in Humanitarian Action, Cash and Voucher Assistance and GBV Compendium Training Modules. Available at: <https://gbvguidelines.org/en/cash-voucher-assistance-and-gbv-compendium-training-modules/>
- Kabeta, R., Maillard, C. (2021) Final Evaluation of the Breaking Barriers and Increasing Access project in Baidoa, Somalia. Somalia: Save the Children.
- Key Aid Consulting and Save the Children. (2021). Final Evaluation: Breaking Barriers and Increasing Access Project (Somalia), final presentation. Internal.
- Murray, L. and Grasset, J. (2020). 3 things to know about ... Integrated Cash and Voucher Assistance (CVA) and Child Protection (CP) during the COVID-19 Pandemic. Available at: <https://www.calpnetwork.org/publication/3-things-to-know-about-integrated-cash-and-voucher-assistance-cva-and-child-protection-cp-during-the-covid-19-pandemic/>
- Plan International and Women's Refugee Commission. (2020). Cash and Voucher Assistance for Adolescents. An evidence review of how cash and voucher assistance can achieve outcomes for adolescents in humanitarian settings. Available at: <https://plan-international.org/publications/cash-voucher-assistance-adolescents>
- Salloum, C. (2021). Child Protection Outcomes in Cash and Voucher Assistance in Humanitarian Settings, Literature Review. Save the Children. Available at: <https://resourcecentre-drupal.savethechildren.net/library/child-protection-outcomes-cash-and-voucher-assistance-humanitarian-settings>
- Save the Children. (2019). Case Study from Colombia. Multi-Purpose Cash Transfer 'Plus': Maximising impact on children through integrated cash-based programming. Bogota, Colombia: Save the Children.
- Save the Children. (2019). Monitoring Child Protection Within Humanitarian Cash Programmes. Available at: <https://resourcecentre.savethechildren.net/library/monitoring-child-protection-within-humanitarian-cash-programmes>
- Save the Children. (2020). Funding Proposal, "Breaking barriers and increasing access" – Inclusive support for basic food security needs and child protection for drought and conflict affected families and children in Baidoa, Somalia. Nairobi, Kenya: Save the Children.

- Save the Children. (2021). BMZ Cash Post Distribution Monitoring (PDM). Lebanon Country Office, MEAL Department. Beirut, Lebanon: Save the Children.
- Save the Children. (2021). Cash and Voucher Assistance & Child Protection Pilot Program: Pre-distribution data collection findings. Cairo, Egypt: Save the Children.
- Save the Children. (2021). Cash and Voucher Assistance & Child Protection Pilot Program (project proposal document). Cairo, Egypt: Save the Children.
- Save the Children. (2021). Cash and Voucher Assistance & Child Protection Pilot Program (project proposal document). Islamabad, Pakistan: Save the Children.
- Save the Children. (2021). Cash for Protection: Cash Assistance provided to households with child labor concerns (presentation). Beirut, Lebanon: Save the Children.
- Save the Children. (2021). Child Wellbeing Assistance (CWA). Beirut, Lebanon: Save the Children.
- Save the Children. (2021). CVA and CP Micro Project: Cash Transfers for Afghan Refugee Youth in Albania (project proposal document). Tirana, Albania: Save the Children.
- Save the Children. (2021). Emergency Cash Assistance for Unregistered, Unaccompanied and Separated Children: Post Distribution Survey Findings. Egypt: Save the Children.
- Save the Children. (2021). Evidence Report on Multi-Purpose Cash Assistance Program. Beirut, Lebanon: Save the Children.
- Save the Children (2021). Full Proposal, Improving Prospects for Refugees and Vulnerable Host Communities in Lebanon. Beirut, Lebanon: Save the Children.
- Save the Children. (2021). Herramienta para identificar los beneficios y riesgos de la protección infantil en la asistencia en efectivo (A tool to identify the benefits and risks of child protection in cash assistance). Presentation. Bogota, Colombia: Save the Children.
- Save the Children. (2021). Money Matters: A toolkit for caseworkers to support adult and adolescent clients with basic money management. Available at: <https://resourcecentre.savethechildren.net/library/money-matters-toolkit-caseworkers-support-adult-and-adolescent-clients-basic-money>
- Save the Children. (2021). MPCA Post-distribution monitoring report, Dutch-COVID reprogramming award. Beirut, Lebanon: Save the Children.
- Save the Children. (2021). Multi-Purpose Cash 'Plus' Assistance to Support Vulnerable Venezuelan Migrants in Transit and in Settling in a Safe and Dignified Manner (in Peru). Project Proposal document. Peru: Save the Children.
- Save the Children. (2021). Toolkit for Monitoring and Evaluating Child Protection When Using Cash and Voucher Assistance. Available at: <https://resourcecentre.savethechildren.net/library/toolkit-monitoring-and-evaluating-child-protection-when-using-cash-and-voucher-assistance>
- UNHCR. (2020). UNHCR MENA Protection Service, Pilot Study Outcomes, Enhancing child protection services by incorporating Cash-based Interventions as part of comprehensive programming. Available at: <https://reporting.unhcr.org/node/28801>
- UNHCR. (2021). Guidance on Promoting Child Protection Outcomes Through Cash-Based Interventions. Full guidance available at: <https://www.unhcr.org/60d43f824> Summary available at: <https://www.unhcr.org/60d440174>



VOUS AVEZ BESOIN D'UNE AIDE SUPPLÉMENTAIRE?

Ce guide a été conçu en collaboration avec le personnel technique et le personnel des bureaux nationaux de Save the Children et s'appuie sur les outils existants, les directives internes et externes et les exemples de bonnes pratiques. Il ne cherche pas à remplacer ou à réinventer la pléthore d'informations qui existent déjà. Si vous avez besoin d'une aide supplémentaire ou si vous souhaitez obtenir de plus amples informations, veuillez contacter : jgrasset@savechildren.org et aleksandra.lukasiewicz@savethechildren.org